lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 280 — SEMAINE DU 8 AU 14 JANVIER 1974 | PRIX : 2 F

on n'est pas capable de réparer une conduite de gaz située à 2000km mais on peut envoyer des hommes sur la lune

c'est l'anarchie capitaliste !

courrier

L'esclavage au XX[e] siècle

On parle beaucoup de l'exploitation des jeunes dans la société actuelle, aussi bien en apprentissage que dans les CET.

Voici l'exemple d'un jeune apprenti de Dijon qui illustre bien ce qu'est, en dépit du baratin gouvernemental et des nouvelles lois qui soi-disant devaient changer les conditions de travail des apprentis, la réalité quotidienne de cette partie de la jeunesse.

En juin 1970, les parents de ce jeune, âgé alors de 13 ans et demi, vivant dans des conditions difficiles, lui font quitter l'école et demandent une dérogation au président de la République qui est évidemment accordée sur-le-champ. Ainsi, à 13 ans et demi (la scolarité n'étant pas encore obligatoire jusqu'à 16 ans), ce jeune se retrouve apprenti dans la restauration : après avoir fait plusieurs hôtels-restaurants, il est placé dans le plus grand et le plus « prestigieux » restaurant de Dijon. Là, en fait d'apprentissage de la cuisine, ce sont les travaux les plus sales, les plus rebutants qu'on lui impose à un rythme accéléré. La journée de travail en moyenne commence le matin à 6 heures jusqu'à 15 heures et se poursuit de 17 heures jusqu'à 24 heures ; ce qui fait, en comptant l'unique congé du lundi, près de cent heures par semaine à 13 ans et demi et, pour tout salaire, 50 F par mois, moins la Sécurité sociale. Au bout de six mois de ce bagne, ce jeune est tombé malade et a fait un mois d'hôpital pour soigner une dépression due à une très grande fatigue générale. Le patron du restaurant en profita alors pour essayer de casser à l'amiable le contrat d'apprentissage ; et comme les parents de l'apprenti refusèrent, croyant qu'ils étaient dans leurs droits, l'affaire fut portée devant les Prud'hommes. Mais la cause fut vite entendue au bénéfice du patron, qui avait... le bras long !

Le contrat cassé, le jeune apprenti, sorti de convalescence, s'est retrouvé cette fois-ci en boucherie. A 15 ans, être apprenti-boucher, cela veut dire travailler près de soixante-dix heures par semaine pour 200 F de salaire mensuel. Cela veut dire aussi soulever et transporter sur son dos des quartiers de viande de plus de soixante-dix kilos, faire la plonge, effectuer les travaux les plus écœurants et cela sous la pression constante d'un patron qui est tout le temps derrière votre dos.

Voilà un des exemples, parmi tant d'autres, de ce que peut être la vie d'un apprenti dans la société actuelle. L'apprenti, c'est pour les patrons, petits ou grands, une main-d'œuvre très bon marché, taillable et corvéable à merci, à qui l'on donne le strict minimum de formation professionnelle. Cet esclavage moderne, cette exploitation éhontée de jeunes adolescents est un scandale qui doit cesser.

René Boudier,
(Dijon)

Une réaction au racisme

Cher camarade,

Deux jours après l'odieux attentat de Marseille, voilà ce que l'on pouvait entendre dans un trolleybus revenant de l'hôpital vers le centre de Grenoble.

« Maintenant on n'est plus chez soi, après les Italiens, les Espagnols, les Portugais, maintenant les Arabes ! Tous des feignants, ils grèvent le budget de la Sécurité sociale ! », etc., claimait à haute voix une « brave » dame d'une quarantaine d'années. Personne ne réagit. Et la voisine qui remet cela un ton au-dessus. Personne n'intervenant, je lui demande de remballer ses conneries racistes, car si elle était raciste, ce n'était pas le cas de tous les travailleurs et certains ne permettraient pas que l'on dise autant de conneries et de mensonges impunément.

Après m'avoir traité de communiste comme il se doit, elle me sort : « Je vous souhaite un jour de tomber malade dans mon service, car moi, je vous en ferais baver comme à tous ces sales étrangers ». (Elle devait être infirmière comme elle le confirma par la suite.) Là-dessus, plusieurs personnes interviennent : une infirmière à la retraite, une ménagère, trouvant cela honteux et scandaleux et qu'avec des arguments pareils et des personnes de son style on allait droit aux guerres et au fascisme. On lui demande quels sont les critères pour soigner les malades dans son service : la couleur de la peau, l'accent de la voix.

La « brave » dame ne se démonte pas et assure « qu'elle n'est pas la seule, ô combien et heureusement, et que le directeur s'en foutait ». Je lui demande alors son nom et celui de son service car, si elle avait l'aplomb d'affirmer de telles bêtises et de se vanter de tels faits, qu'elle ait donc le courage de signer ses écrits par rapport à tous les travailleurs de l'hôpital. J'affirme que ce genre de personne devrait être dénoncé publiquement. Plusieurs personnes lui demandant son nom, l'infirmière raciste préféra descendre à la prochaine station.

Travaillant moi-même à l'hôpital et connaissant des faits identiques et des personnes du même style quoique moins hystériques, je pense qu'il serait bon que ces incidents racistes ainsi que les racistes soient dénoncés publiquement.

C'est dans ce but que je vous écris, je dénoncerai ces faits dans ma section syndicale.

Amitiés révolutionnaires.

Un lecteur de Grenoble.

Une fois de plus, l'armée tue

Un jeune appelé du 60[e] régiment d'infanterie, stationné à Lons-le-Saulnier, est mort, il y a quelques jours.

Le 60[e] RI est — bien que le terme, officiellement, n'existe plus — un régiment disciplinaire. Les soldats avaient effectué une marche forcée toute la journée du mercredi 21 novembre et une partie de la nuit. Alors qu'ils marchaient — de nuit — le long de la nationale 461, près du Valdahon, une voiture surgit dans le virage, en face d'eux. Le lieutenant commandant la section voulut alors simuler un combat. Considérant la voiture comme une voiture de repérage ennemie, il donna l'ordre aux cinquante soldats de plonger dans le fossé qui devait se trouver le long de la route. Tous les soldats plongèrent. Mais les deux soldats en tête de la colonne plongèrent, non pas dans le fossé — qui n'existait pas à cet endroit-là — mais dans un précipice bordant la route. L'un d'eux fut heureusement retenu par une branche ; le second fit une chute libre de vingt-cinq mètres et alla s'écraser sur les rochers en contrebas, victime de l'ordre idiot d'un lieutenant en mal de combats.

Il est à noter que cette mort n'est pas exceptionnelle puisque trois appelés ont été tués au cours des six derniers mois dans le même régiment. La même semaine se produisait d'ailleurs un accident grave : un soldat, pendant un tir, fut mordu au doigt par une vipère. N'ayant aucun secours sur place, il fit du stop pour rentrer à la caserne. A l'infirmerie de celle-ci, le médecin militaire n'avait aucun sérum pour le soigner. Le soldat demanda alors à être transporté dans un hôpital civil, ce que l'armée refusa. Le sérum n'arriva que trois jours après — trois jours pendant lesquels le soldat resta dans le coma — et il arriva trop tard : il fut nécessaire d'amputer le doigt du soldat. Plus prompte à briser les grèves ou à abrutir et endoctriner les jeunes appelés, l'armée se moque totalement des conditions de sécurité pendant les exercices.

Il est vrai que quelques soldats morts ne sont, pour elle, que des « bavures » faisant partie des 7 % de pertes humaines autorisées...

J.V.

Un communiqué du Secrétariat des objecteurs de conscience

Bonjour,

Pourriez-vous faire passer dans votre journal l'article ci-joint, afin que tous les jeunes concernés par cet arrêté puissent faire leur demande de statut d'objecteur de conscience dans le temps réglementaire (art. 42) soit dans les trente jours qui suivent la publication du présent arrêté.

Nous vous remercions d'avance pour votre collaboration.

Le SOC,
(Secrétariat des objecteurs de conscience - Paris-11[e])

LE NOUVEL ARRETE D'APPEL VIENT DE PARAITRE.

LES OBJECTEURS CONCERNES PAR L'ARRETE SUIVANT DOIVENT FAIRE LEUR DEMANDE DE STATUT AVANT LE 18 JANVIER 1974.

Cet arrêté concerne les jeunes gens reconnus aptes au service, dont :

1) Le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1[er] février 1974.

2) Le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1[er] février 1974.

3) L'appel avec une fraction de contingent antérieure a été annulé et fixé à l'échéance du 1[er] février 1974.

4) Les volontaires pour être appelés le 1[er] février 1974 et qui, à cet effet, ont, avant le 1[er] décembre 1973, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou de report d'incorporation.

Les jeunes gens administrés par le bureau de recrutement de métropole :

1) Nés entre le 14 décembre 1953 et le 31 décembre 1953, ces dates incluses.

2) Omis et naturalisés recensés avec la première tranche de naissance de la classe 1974.

3) Nés entre le 1[er] janvier 1954 et le 15 mars 1954, ces dates incluses.

Si tu es dans une de ces catégories, tu dois envoyer ta demande d'obtention du statut au :

Ministère des Armées, Commission juridictionnelle, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Et ce, en recommandé avec accusé de réception.

Notre position sur l'objection de conscience est bien connue de nos lecteurs. Nous pensons que c'est une attitude de refus individuel de l'armée, qui n'a rien à voir avec une attitude révolutionnaire. La propagande pour l'objection de conscience revient à détourner la jeunesse de la lutte politique contre le militarisme, en tant qu'instrument de la classe bourgeoise.

Cela dit, nous sommes naturellement solidaires de tous ceux qui, contre cet instrument de répression et d'embrigadement qu'est l'armée, choisissent l'objection de conscience. En particulier, nous publions bien volontiers cette information du SOC. En effet, en matière d'objection de conscience, il est interdit de faire connaître les textes de loi, selon un curieux décret qui fait que, bien que « nul ne soit censé ignorer la loi », **toute action visant à la faire connaître tombe pourtant sous le coup de la loi ! C'est dire que ce n'est pas au tableau d'affichage des mairies que les candidats à l'objection de conscience trouveront les informations administratives qui les concernent ! Alors... nous les publions !**

Lettre d'un petit commerçant en colère

Nous avons reçu d'un « petit commerçant en colère » une lettre dans laquelle notre correspondant donne l'exemple suivant :

Un commerçant détaillant (couple) achète 600 kg de marchandises à 2 F le kg, marge bénéficiaire de 0,70 F, un des pourcentages les plus hauts.

Recette journalière : 1.620 F. Bénéfice brut : 420 F. Dont il faut déduire :

TVA	113,40
Perte 10 % : taché, détail, manque de poids, fausse tare	120
Manque bénéfices 60 kg x 0,70	42
Papier emballage	10
Loyer	20
Electricité	10
Patente	8
Portage à Rungis	25
Pourboires	2
Frais divers, entrée Rungis - sortie	10
Assurance voiture, entretien, réparations	16
Amortissement matériel, camion, frigo, balances	20
Caisse retraite, maladie URSSAF	23
Total	429,40

L'horaire de travail est :

Homme, de 7 à 12 h	5 h
de 13 à 20 h	7 h
Femme de 7 à 13 h	6 h
de 15 à 20 h	5 h
Total	23 h

Le couple a travaillé vingt-trois heures pour rien et mis 9,40 F de sa poche.

Un petit commerçant en colère,

L.P.

Certes, de telles journées sont sans doute — et heureusement — un cas exceptionnel pour les petits commerçants. Mais cela illustre comment ils sont mis en difficulté par la politique gouvernementale, qui consiste à faire d'eux des boucs émissaires, en rejetant sur eux la responsabilité de la hausse des prix, alors que cette responsabilité incombe au gouvernement et au patronat, pour qui l'inflation est une politique consciente. Nous soutenons donc, en particulier, les petits commerçants lorsqu'ils se révoltent contre la mesure démagogique de taxation des prix des fruits et légumes, qui réduit leurs revenus, sans s'attaquer aux vrais responsables. Dans cette société, nous affirmons le droit de tous les travailleurs à vivre de leur travail. Et lorsque les petits commerçants se révoltent parce que, dans certains cas, comme dans celui que tu cites, cela leur devient de plus en plus difficile, nous sommes à leur côté.

EDITORIAL

On n'est pas capable de réparer une conduite de gaz à 2000 km mais on peut envoyer des hommes sur la lune :

C'est l'anarchie capitaliste !

A CAUSE, paraît-il, d'une panne intervenue à l'usine algérienne de Skikda, le gouvernement impose un rationnement de la consommation de gaz dans cinquante-trois départements français dont la région parisienne. Et, pour réduire de 25 % la consommation des industriels et des particuliers, le même gouvernement fait appel au civisme, mais aussi aux menaces et bien entendu au contrôle.

Quelles formes prendra ce contrôle ? Nul ne le sait, mais ce qui a déjà été avancé est tout simplement ridicule : on a parlé de coupures de gaz autoritaires pour les industriels et les particuliers ayant dépassé la consommation prévue... On a également parlé de contrôleurs chargés de vérifier la consommation des entreprises et la température des appartements et immeubles. On a même parlé d'embaucher du personnel au Gaz de France pour effectuer ces contrôles alors que depuis des années les syndicats du GDF dénoncent le manque de personnel pour la production, les installations, les vérifications et la sécurité.

Le prix du gaz va sous peu augmenter dans des proportions sans doute considérables. Alors, la limitation par les prix aggravera le rationnement mis en place par le gouvernement. Et ce seront les plus pauvres qui seront, alors, comme toujours, les plus touchés.

En fait, la crise des produits pétroliers et de l'approvisionnement en gaz va aboutir à un renchérissement considérable de la vie et des prix.

Tous les prix industriels et alimentaires vont être affectés par la hausse du coût de l'énergie qui va attiser l'inflation déjà importante.

Tout cela pour que les bénéfices des trusts et des grandes sociétés continuent à s'accroître quels que soient les fluctuations du marché, les difficultés d'approvisionnement et les désordres monétaires qu'ils ont eux-mêmes créés.

Car ceux qui possèdent tout, les moyens de production, l'énergie et les moyens de distribution, les exploitent non pas en fonction de l'intérêt général, mais dans leurs intérêts, pour accroître leurs profits. Et tant pis si cela entraîne le chômage, le rationnement, la misère. Tant pis si l'ensemble des travailleurs et des masses laborieuses doit en souffrir. Le problème des capitalistes est d'accroître leurs capitaux et c'est la loi du capitalisme, le chacun pour soi, qui entraîne pagaille, anarchie, crises et catastrophes.

Oui, en plein XX^e siècle, toute la société est encore dominée par des intérêts privés, égoïstes, aveugles. L'homme est capable de marcher sur la lune, mais il serait impuissant devant une panne d'une usine en Algérie ?

Les crises et le gâchis capitalistes, la misère et l'inégalité nous sont présentés comme des fatalités. Mais il faudra bien qu'un jour, à l'échelle mondiale, les travailleurs, les exploités, ceux qui ne possèdent rien mais qui font tout, arrachent aux exploiteurs les énormes moyens dont ils disposent et qui leur donnent droit de vie et de mort sur toute la société. Il faudra que les travailleurs s'organisent et contrôlent la production, la consommation, la distribution, l'Etat, afin que toutes les sources de matières premières et d'énergie, tous les moyens de production et de distribution soient rendus à la communauté des hommes et mis au service de l'intérêt général.

La crise de l'énergie dans laquelle le système capitaliste nous précipite le prouve, la socialisation de toute la production devient une question d'urgence.

Quand les gouvernants français se font les auxiliaires de la police espagnole

Pompidou et Messmer peuvent bien multiplier leurs professions de foi démocratiques, ils viennent une fois de plus de montrer que tout cela n'était que du vent.

Parce que la vieille fripouille fasciste Carrero Blanco a fait un bond dans l'au-delà, parce que les autorités espagnoles ont fait appel à la coopération des services policiers français, quatorze réfugiés politiques basques viennent d'être assignés à résidence dans le nord et l'est de la France.

Les six auxquels la mesure a pu être notifiée, parce qu'ils se trouvaient à leur domicile, se sont retrouvés l'un à Montdidier (dans la Somme), l'autre à La Houssaye (dans l'Oise), les autres à Marie (dans l'Aisne), à Lille, Metz et Arras.

Il s'agit là d'un acte d'arbitraire le plus total, aucune charge n'ayant été relevée contre ces réfugiés basques qui nient toute participation à l'attentat de Madrid (l'un d'entre eux a même été immobilisé pendant plus d'un mois à la suite d'une intervention chirurgicale à la colonne vertébrale) et à l'organisation de la conférence de presse clandestine dans la banlieue bordelaise.

Pour le sous-préfet de Bayonne, M. Blondel, **« Ces mesures ne représentent pas une sanction, mais une précaution d'ordre public ».** Comme au lendemain de l'attentat de Madrid certains réfugiés avaient reçu des menaces de la part des membres d'un mouvement d'extrême-droite espagnol, le mouvement du Christ-Roi, les mesures d'éloignement auraient été prises... pour les protéger ! Ce n'est peut-être pas très malin comme explication, mais c'est à la portée d'un sous-préfet apparemment.

Pour l'heure, cinq des six militants basques assignés à résidence dans le nord ont donné la réponse que méritaient de telles mesures : ils en sont partis. L'un d'entre eux aurait même été vu à Bayonne.

En tout cas, les chefs d'Etat et plénipotentiaires français viennent de montrer ce qu'ils entendaient par « La France, terre d'asile » de leurs discours : la mise en liberté surveillée des réfugiés.

Isabelle DUBOIS.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société...

Page 4
RACISME.
— Roubaix : une agression couverte par les autorités.
— Villeurbanne : des propos à ne pas tolérer !
— L'incendie du CES de Canteleu.
Page 5
— **Le Canard Enchaîné...** et les poulets de la farce.
— Exclusion au lycée d'Enghien.
— Avortement : continuons la lutte.

● Dans les entreprises

Page 13
— « Dynamic » en grève, à Corbeil-Essonnes.
— La lutte des travailleurs des foyers africains.
— Les éboueurs en grève.
Page 15
— Danzas et la loi sur les licenciements.
— Les PTT et les promesses d'embauche.

DANS LE MONDE

Page 7
— Pétrole : le gouvernement US est satisfait.
— L'Italie et Kadhafi.
Page 8
— Il y a 50 ans : le premier gouvernement travailliste.
Page 9
— Espagne : seule la lutte des travailleurs ouvrira les portes des prisons.
— Argentine : vers le renforcement de la bureaucratie syndicale.
Pages 10 et 11
— Cuba : 15 ans après.
Page 20
— Les élections israéliennes.
— La survie de l'Etat fantoche sud-vietnamien.

DIVERS

Page 16
— **Questions sur la révolution,** d'A. Krivine.

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

A BAS LE RACISME !

ROUBAIX :

UNE AGRESSION COUVERTE PAR LES AUTORITÉS

A Roubaix, une bande de jeunes voyous a attaqué un travailleur algérien puis saccagé un café tenu par un de ses concitoyens dans lequel il avait trouvé refuge.

Arrêtés quelques instants plus tard par la police, les agresseurs ont été tranquillement remis en liberté le lendemain matin. Dans le même temps, durant la nuit du premier de l'an, deux autres cafés algériens ont vu leurs vitrines brisées par des inconnus.

Ces agressions racistes dans la région roubaisienne ne bénéficient pas seulement de la clémence de la police et de la justice. C'est le maire lui-même — Victor Provo, « socialiste » (sic) — qui entretient sciemment un climat d'hostilité vis-à-vis des travailleurs immigrés en général et des travailleurs nord-africains en particulier. Lors des élections municipales, l'équipe de la mairie — qui, outre des membres du PS, comprend des centristes — a affirmé qu'il n'était plus question d'accepter l'installation de travailleurs immigrés à Roubaix car « le seuil de tolérance était atteint ». Selon une déclaration du consul général d'Algérie à Lille « Depuis ces élections *(municipales)* aucune famille algérienne n'a pu s'installer à Roubaix, car la mairie refuse au chef de famille le certificat de résidence sans lequel il ne peut faire venir les siens ».

Toujours selon le consul, toutes sortes de tracasseries administratives interdiraient à un Algérien d'ouvrir un commerce dans la ville ou de le céder à un compatriote. De plus, des travailleurs algériens, embauchés à Roubaix mais habitant hors de la ville, se sont vu refuser la possibilité d'acquérir un logement près de leur entreprise.

L'exemple venant d'en haut et les mesures discriminatoires du gouvernement français vis-à-vis des immigrés étant, à Roubaix, efficacement relayées par l'attitude raciste de la municipalité, il n'est donc pas étonnant que des voyous — peu ou prou manipulés par l'extrême-droite ou agissant simplement par bêtise — s'en soient donné à cœur joie ces derniers temps en prenant pour cibles des travailleurs algériens.

Par le biais de son journal local Liberté, *le Parti Communiste a protesté contre ces agressions. On attend toujours que le Parti Socialiste fasse de même !*

Correspondant L.O.

Delle-Alsthom (Villeurbanne)

DES PROPOS A NE PAS TOLÉRER !

Le lundi 17 décembre, dans un bureau de l'usine Delle-Alsthom, une employée tenait des propos racistes, se réjouissant des morts algériens du consulat de Marseille et en en souhaitant autant « pour tous les Algériens de Delle, surtout pour X ». Elle désignait la déléguée CGT des employés, d'origine algérienne. Le racisme a été encouragé par l'attitude du chef de service de cette employée, connu pour ses opinions d'extrême-droite et pour sa grossièreté envers les employées de son service.

La réaction des employées fut très vive : toutes solidaires de leur déléguée, elles placèrent cette employée imbécile en quarantaine. Plus tard, la section syndicale employés afficha une motion condamnant le racisme. Toute l'usine fut vite mise au courant de cette affaire et personne n'osa prendre la défense de ce chef et de sa protégée. Des travailleurs proposèrent au syndicat CGT de dénoncer, par affiche au panneau syndical, un tel comportement afin d'obtenir une rétractation sous menace de faire connaître les deux noms à toute l'usine. Les dirigeants CGT refusèrent, disant qu'il ne fallait pas trop parler ouvertement de cela, sous prétexte que des travailleurs étaient racistes.

Leur seule proposition fut de publier un tract renvoyant dos à dos l'attentat odieux de Marseille et l'attaque du commando palestinien à Rome ! Mais finalement, ils se contentèrent, dix jours après les faits, d'intervenir auprès de la direction. Celle-ci ne nia pas les faits et indiqua qu'elle traiterait du problème avec le chef en question.

Ce sera sans doute là une intervention qui ne sera pas trop rude. Pourtant, la riposte immédiate des employées du service — à défaut, hélas, de tout le syndicat CGT — aura démontré aux racistes de l'usine qu'ils feraient mieux, à l'avenir, de tenir leur langue.

Correspondant L.O.

L'incendie du C.E.S. de Canteleu (Seine-Maritime)

Des économies criminelles

Dans la banlieue rouennaise, à Canteleu, un CES de type « 600 » a été détruit en quelques minutes par un incendie, à 48 heures de la rentrée de janvier. Que se serait-il passé si les quatre cent quatre-vingts élèves et enseignants de cet établissement s'y étaient trouvés ?

De la même façon que le CES Pailleron à Paris, de sinistre mémoire, le collège de Canteleu s'est embrasé comme un fétu de paille et, en une heure, il ne restait plus que des poutrelles calcinées et tordues. Les pompiers furent impuissants devant l'ampleur du sinistre.

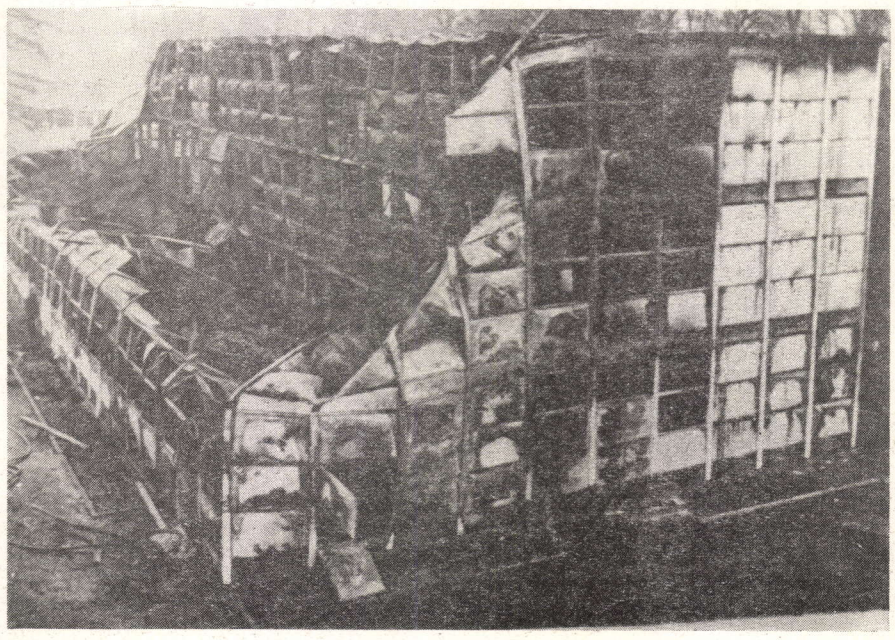
Coup du sort ? Œuvre d'un pyromane ? Peut-être. Mais aussi insouciance criminelle des autorités. Depuis longtemps, le Conseil d'administration de l'établissement, les parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, ainsi que la municipalité de Canteleu avaient demandé la fermeture du CES pour des raisons de sécurité. Mais cette demande était restée sans effet, le responsable de l'Education nationale assurant sans s'émouvoir que l'établissement pouvait résister au minimum un quart d'heure, et que l'évacuation demandait deux minutes ! (Lors des exercices, le record d'évacuation a été en réalité de quatorze minutes, sans le feu, sans les fumées, sans l'obscurité et sans la panique...) Après le sinistre, le ministère déclare cyniquement que si les modifications réclamées avaient été effectuées, cela n'aurait rien empêché du tout.

Pour esquiver leurs responsabilités, les pouvoirs publics affirment que le CES de Canteleu n'était pas du même type que le CES Pailleron ou le CES Matisse de Nice, qui avait brûlé en juin, et qu'en conséquence, ce n'était pas le type de construction qui était en cause !

Bien sûr, ces établissements n'étaient pas identiques, mais ils avaient en commun la construction industrielle bon marché, à charpente métallique non protégée, et ne répondaient pas aux normes élémentaires de sécurité. Le CES de Canteleu notamment avait une installation électrique défectueuse, pas d'éclairage de secours, pas de cloisonnement coupe-feu dans les faux-plafonds et les cages d'escaliers. La conséquence évidente est l'embrasement général instantané et l'envahissement par la fumée.

Les autorités, au courant de cette situation, n'ont rien fait, de même qu'elles ne font rien pour les nombreux établissements de ce genre qui existent à part multiplier les exercices d'évacuation. A Canteleu, les pouvoirs publics ont failli tuer pour de sordides mesures d'économies budgétaires. Après l'incendie tragique du CES Pailleron, le doute n'était déjà plus permis ; les autorités responsables de l'Education nationale et le gouvernement sont des assassins et de dangereux récidivistes.

Economies, moindres frais, restrictions budgétaires pour les services publics jugés non rentables comme la Santé, les transports en commun ou l'Education nationale, d'une part ; commandes pour Dassault, milliards pour la bombe, la police et l'armée, exonérations et subventions pour les grosses sociétés capitalistes d'autre part : c'est la logique de cet Etat au service de la bourgeoisie et non pas de la société tout entière.



LE CES de Cantelen après l'incendie : de l'argent pour la force de frappe mais pas pour protéger la vie des enfants. *(Ph. AFP)*

Mais cette logique, outre l'injustice qui la caractérise, est également criminelle. Il s'en est fallu de peu à Canteleu qu'on le vérifie une fois de plus. Heureusement, il n'y a pas eu de victime. Mais demain, le sort sera-t-il aussi favorable dans les autres établissements scolaires-boîtes d'allumettes qui parsèment le pays ?

Correspondant L.O.

"Le Canard Enchaîné"... et les poulets de la farce !

C'est maintenant au tour de Pompidou de déclarer que l'affaire des micros du **Canard Enchaîné, « c'est une farce »**, en ajoutant : **« Je n'y attache pas une grande importance. Si personnellement je faisais écouter quelqu'un, ce ne serait, en tout cas, pas le** Canard Enchaîné **»**.

Il serait évidemment étonnant que tous les fantasmes du ministre de l'Intérieur soient partagés par le président de la République : il n'est pas donné à tout le monde de se croire persécuté par l'hydre - rouge - à - mille - têtes - du - complot - international !

Mais pourquoi Messmer a-t-il tenu à préciser après Pompidou : **« J'ai dit que c'est bizarre, mais je n'ai pas dit que c'était une farce »** ?

Mais on ne comprend plus du tout lorsqu'on voit le directeur de la DST bombarder de lettres le juge d'instruction, en cherchant par tous les moyens à empêcher que la lumière soit faite.

Or, si c'était une farce, ce serait quand même facile à démontrer ; il en irait de même si la DST n'était pas impliquée.

En fait, ainsi que l'a montré l'avocat du **Canard,** il ne reste que deux possibilités : ou bien les agents de la DST n'ont pas agi dans le cadre de leurs fonctions et ils ont commis un délit dont ils doivent répondre, ou bien ils ont agi sur ordre, et il appartient au directeur de la DST de prendre ses responsabilités en revendiquant l'action de ses subordonnés et en en donnant les raisons.

Et puisque ceux qui nous gouvernent ne veulent reconnaître aucune de ces deux explications, force est de conclure par une troisième : un service officiel dépendant étroitement du ministre de l'Intérieur et du Premier ministre a commis le plus tranquillement du monde une illégalité... parmi bien d'autres, devrait-on ajouter à la décharge de nos « farceurs ».

Et l'attitude désinvolte de nos gouvernants, leurs déclarations contradictoires sont au moins révélatrices de leur mépris ouvert envers l'opinion publique et leur propre légalité.

Que dire du procédé du directeur de la DST envoyant une lettre **« confidentiel-défense »**, donc secrète pour tout le monde, y compris pour l'avocat du **Canard,** dans laquelle il accuserait **Le Canard Enchaîné** d' **« intelligences »** avec une **« puissance étrangère » ?** Si c'était le cas, en quoi cela devrait-il rester secret ?

Mais non, il faut se rendre à l'évidence, les lubies de Marcellin sont contagieuses. Et comme à toute chose malheur est bon, cela pourrait permettre à nos super-flics de se tirer d'affaire : qu'ils demandent un examen mental ; force sera à la justice de classer l'affaire puisqu'on ne peut pas condamner des irresponsables !

Louis BERTRAND.

Exclusion au lycée d'Enghien

Au lycée d'Enghien, l'administration s'attaque encore une fois à la liberté d'expression : pour avoir vendu Lutte Ouvrière *à la porte de la cantine, ce qui était pourtant fort bien toléré jusque-là, deux élèves sont passés en Conseil de discipline le samedi 5 janvier. L'un est exclu définitivement du lycée, l'autre mis à pied. Le prétexte étant tout de même très mince, l'administration a dû multiplier les déclarations mensongères et même utiliser le faux témoignage d'un membre du lycée technique-CET qui aurait failli être frappé par notre camarade alors que celui-ci ne l'a jamais vu ! Si un certain nombre de membres du Conseil ont été scandalisés par ces méthodes malhonnêtes qui tendaient à faire passer notre camarade pour un dangereux voyou, la majorité du Conseil a profité de l'occasion pour se débarrasser d'un militant un peu trop estimé à son gré.*

Au moment où nos deux camarades passaient en Conseil de discipline, à l'appel des lycéens d'Enghien, des lycéens de la banlieue nord et des professeurs leur manifestaient leur soutien. C'est à cent cinquante environ qu'après avoir ouvert les portes de l'établissement nous nous retrouvions sous les fenêtres du Conseil pour manifester notre indignation, lançant des slogans pour la réintégration sans condition de nos camarades et pour le respect de la liberté d'expression. Un meeting d'une heure environ permit aux lycéens d'Enghien d'informer dans le détail tous ceux qui venaient apporter leur

(Ph. L.O.)

soutien et aux représentants d'une quinzaine de lycées d'affirmer leur solidarité.

Vers 15 heures, un petit cortège dynamique se forma pour aller manifester dans le centre d'Enghien afin d'informer la population de ce qui se passait dans le lycée.

Bien que l'administration ait profité de la période des vacances scolaires pour faire son mauvais coup, celui-ci n'est pas passé inaperçu et il faut maintenant que la protestation contre ses méthodes scandaleuses s'amplifie encore dans les jours qui viennent.

Correspondant L.O.

AVORTEMENT

le pouvoir recule, continuons la lutte !

VENANT après le manifeste dans lequel trois cent quarante-trois femmes déclaraient avoir avorté, le procès d'une jeune fille, à Bobigny, en novembre 1972, replaçait le problème de l'avortement au premier plan de l'actualité. Et depuis, on n'a pas cessé d'en parler régulièrement, au grand dam de tous les opposants à la libéralisation.

D'ordinaire, les femmes ou les médecins condamnés pour avortement l'étaient sans que cela se sache autrement que par un entrefilet dans la presse ; et encore, pas toujours.

A Bobigny, les inculpées se sont transformées en accusatrices. Soutenues par diverses associations et personnalités, elles ont pu donner toute la publicité voulue à ce procès. Et si la police a matraqué des manifestants, ce sont quand même les manifestants qui ont gagné, puisque les juges ont reculé, prononçant la relaxe pour Marie-Claire et se contentant d'une peine de pure forme pour sa mère.

La mobilisation pour l'abrogation de la loi de 1920, pour la liberté de l'avortement et de la contraception, amenait, début avril 1973, à la constitution du « Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception » (MLAC), mouvement dont Lutte Ouvrière est partie prenante.

Pour faire avancer le droit, le MLAC se proposait d'imposer dans les faits l'abrogation de la loi de 1920. En particulier, en créant des centres d'orthogénie, dans lesquels on procède à des avortements gratuits. Réglant dans ces centres les problèmes les plus cruciaux, le MLAC organise en outre ouvertement des voyages pour la Hollande.

Les besoins dans ce domaine sont si grands que le MLAC fut d'ailleurs vite débordé par son succès. En mai 1973, à Grenoble, à la suite d'un avortement, le docteur Annie Ferret-Martin était inculpée « d'avortement sur la personne d'une mineure ». L'ampleur de la protestation empêchait, là encore, la « justice » d'aller trop loin.

En novembre, c'est au tour du film Histoires d'A **de provoquer l'agitation policière. Le film étant interdit par le ministre dit « de la Culture », la police intervient et matraque à Grenoble pour empêcher la projection ; mais à Paris, pendant deux jours, une projection « non stop » a lieu à la faculté de Jussieu sans intervention de la police et donc sans incident.**

Manifestation de femmes à Paris en faveur de la liberté de la contraception et de l'avortement. (Ph. AFP)

La lutte publique, ouverte, décidée, pour la liberté de l'avortement a plus fait que des années, voire des dizaines d'années, d'activité ou plutôt d'inactivité parlementaire.

La bataille n'est cependant pas gagnée. Le pouvoir, qui sait l'inutilité de sa loi et qui se trouve pris entre d'une part le camp de ceux qui luttent pour l'abrogation de la loi de 1920 et, d'autre part, le camp des réactionnaires hypocrites, a une politique faite d'incertitudes et de contradictions : ici on matraque, là on laisse faire. Même incertitude au sujet du projet de loi. Le gouvernement craint fort, d'un point de vue électoral, de mécontenter les gens hostiles à la libéralisation de l'avortement. Alors il accepte de repousser son projet de loi.

Ce faisant, il accepte de condamner à mort les quelque deux cents femmes qui seront victimes d'ici le mois de mars d'avortements clandestins.

La lutte pour la liberté de l'avortement et de la contraception est plus urgente que jamais.

Nous savons qu'il est possible d'obtenir un changement de la législation tel qu'il soit en fait une légalisation de l'avortement. Cela ne résoudrait certes pas tous les problèmes des femmes, ni même tous les problèmes concernant l'avortement et la contraception ; mais cela constituerait un soulagement inexprimable pour toutes celles qui souffrent de la barbarie des lois actuelles.

Le pouvoir, s'il multiplie les tracasseries, a en fait reculé sur le plan pénal : la lutte est payante. Menons-la jusqu'à l'abrogation de la loi de 1920, pour l'avortement et la contraception libres et gratuits.

Michel VARNAL.

UN FOYER AU PAYS DE COINTAT

AU foyer des jeunes travailleurs à Fougères, deux animateurs se sont fait licencier à quelque dix jours d'intervalle, au mépris total de la législation sur le licenciement. L'animatrice est la première à s'être fait renvoyer. Elle reçoit d'abord une lettre d'avertissement professionnel ; motif : *« a prêté une clé à un résident »* qui aurait *« volé »* du matériel. En fait, la pratique de prêter la clé de l'entrepôt aux résidents qui peuvent se servir en matériel est courante au foyer. Autre motif : *« est arrivée à 18 heures à son travail ».* En fait, elle est arrivée à 17 h 10 au lieu de 17 heures, parce qu'elle avait visité une résidente à l'hôpital. Dix jours plus tard, elle reçoit une autre lettre lui signifiant son licenciement, sans préavis, avec effet immédiat. Cette lettre n'est signée que du directeur. Le samedi 15 décembre, ce sera au tour de l'animateur de faire les frais de ce genre de licenciement abusif : *« abandon de poste »* (!), *« collaboration avec le PC pour l'élaboration d'un tract sur le foyer », « prêt de clé »...*

Dans la même période, deux résidents sont exclus ; motif : *« le vol »*. L'un d'eux a emporté un cendrier du foyer dans sa chambre. Vol ? L'autre avait le fer à souder dans son armoire : en fait ce garçon est le spécialiste des réparations de tous les électrophones du foyer... Vol ? Ces deux exclusions sont le fait du directeur. Il faut noter au passage qu'au moins une dizaine de résidents sont partis du foyer, écœurés semble-t-il par l'ambiance de caserne.

Ces quatre renvois ne sont que des manifestations plus criantes que les autres ! La vie de tous les jours n'est pas rose pour les jeunes travailleurs et travailleuses résidant au foyer ainsi que pour les professionnels.

Voici un aperçu des « méthodes éducatives » du directeur : il ne rencontre les jeunes que pour les exclure (!) ; il ne parle d'eux que pour en dire du mal (ragots à la prostitution) ; il considère le foyer comme une « affaire », un « commerce », refusant tout travail éducatif ; il perquisitionne dans les chambres ; il refuse depuis trois semaines la présence des animateurs pendant le week-end, de plus il est de notoriété publique que ce monsieur se promène avec un revolver chargé (!), qu'il utilise les menaces verbales, qu'il a sous la main une « liste noire » de jeunes à expulser ou à ne pas accepter...

Quand on sait que ce directeur est un ancien officier en retraite, qui ne cache pas ses idées d'extrême-droite, on peut se demander sur quels titres professionnels il a été engagé par le président du Conseil d'administration. Mais rien d'étonnant quand on sait que le Conseil d'administration est à majorité UDR. D'ailleurs, monsieur le maire, Cointat, a donné son appui sans réserve publiquement à ce triste personnage lors d'une table ronde tenue le 14 décembre sur ce problème, suite à l'action entreprise à l'initiative des résidents.

En effet, pour les résidents, ce scandale ne peut pas continuer. Aidés par l'intersyndicale CGT-CFDT des travailleurs sociaux, ils veulent obtenir le renvoi immédiat du directeur et le maintien des deux jeunes travailleurs et des animateurs licenciés.

A noter qu'un comité de soutien s'est rapidement constitué et regroupe actuellement, outre les résidents et l'intersyndicale, le PC, le PSU, l'UDB, le SNES, le SNI, l'APF, la JOC, un groupe « marxiste léniniste ».

Les réunions en ont été plutôt houleuses, chacun voulant se servir de cette lutte dans ses propres intérêts, y gagner audience et adhésions.

Les résidents n'en sont pas moins déterminés à poursuivre la lutte en commun avec l'intersyndicale et affirment leur volonté d'en garder le contrôle.

La table ronde où Cointat a affiché son mépris de leurs revendications n'a fait qu'accroître leur résolution comme l'a accrue aussi le licenciement du deuxième animateur, survenu entre-temps.

Correspondant L.O.

Au pays du roi Cointat, les petits seigneurs sont maitres. (Ph. AFP)

Saint-Etienne :

ASSEZ DE MORTS !

A Saint-Etienne, dans le quartier du Marais, plusieurs carrefours sont réputés pour être dangereux. Depuis déjà plusieurs années, les organisations syndicales avaient envoyé des délégations, les unes après les autres, à la mairie. De promesses en promesses, rien n'a été fait pour supprimer les points noirs, notamment le carrefour du boulevard Thiers et de la rue Baroin à la hauteur du passage à niveau. Il y a eu déjà plusieurs morts et blessés.

Et le vendredi 14 décembre, un jeune travailleur de dix-sept ans, en cyclomoteur, se fait traîner sur soixante-quinze mètres par un semi-remorque. Il est tué sur le coup.

C'en était trop cette fois, d'autant plus que déjà deux compagnons de l'entreprise où il travaillait (Ernault-Somua) avaient été tués et un autre blessé à ce même carrefour. Le lundi matin, des délégations de cette entreprise allaient dans toutes les autres usines du secteur (nombreuses dans ce quartier du Marais) et appelaient à un débrayage pour 15 h 30 avec blocage du carrefour.

Et c'est à plus de trois mille que nous nous sommes retrouvés en bleu de travail et en blouse pour manifester notre indignation. La police, qui avait voulu détourner la circulation, était dépassée car, voyant cela, nous nous sommes répandus sur tous les carrefours avoisinants et nous en avons profité pour distribuer des tracts qui expliquaient notre action.

Les pouvoirs publics ont intérêt à intervenir rapidement pour mettre en place de réelles mesures de sécurité à ces carrefours, car maintenant nous sommes bien décidés à agir pour que cesse cette hécatombe.

Correspondant L.O.

Orléans :

Les prix des crèches augmentent, les mères de famille ne se laissent pas faire

La municipalité d'Orléans, composée de radicaux de droite et de gauche et de socialistes, vient pour les fêtes de fin d'année d'offrir son cadeau aux mères de famille. A la dernière réunion du Conseil municipal, elle a décidé d'augmenter le tarif des crèches et de garde des enfants et ce à partir du 1er janvier. Elle a eu le culot de faire passer, par le bureau d'aide sociale, une note nous avisant que les tarifs allaient augmenter de 26 % pour la plupart d'entre nous et de 40 à 100 % pour ceux qui bénéficient de primes ou de remboursement de frais de garde.

Elle croyait sans doute que nous allions accepter cela sans sourciller. Mais le maire a eu une petite surprise le vendredi 21 décembre. Ce monsieur tenait une permanence à Orléans-la-Source (cité ouvrière de dix-huit mille habitants proche d'Orléans) pour recevoir les habitants. Les mères de famille, qui s'étaient réunies dans la semaine, ont décidé de se rendre à la mairie. Le maire, un peu impressionné devant des femmes avec leurs enfants, s'enferma dans une pièce avec les représentants des différents syndicats. Mais nous n'étions pas venues là pour rester devant une porte close. Aussi, nous sommes entrées avec nos enfants devant un maire un peu penaud, qui semblait se sentir seul derrière son bureau et trouvait sans doute que nous gâchions ses fêtes de fin d'année. Chacune des mères présentes exprimait son mécontentement :

L'une d'entre nous, gagnant 850 F par mois, devait payer 760 F pour la garde de ses deux enfants. A quoi bon travailler ? Il fallut d'ailleurs mettre les tarifs devant les yeux du maire, qui se bornait à dire que l'augmentation n'était pas si importante que cela, pour qu'il daigne nous donner des explications. Explications qui nous firent bien rire : « J'ai dû augmenter le personnel des crèches ! ». Ce fut sa seule réponse. Nous étions heureuses d'apprendre que le personnel des crèches avait eu son salaire augmenté de 40 voire de 100 %. Le maire dut reconnaître que ce n'était pas le cas, une fois que nous lui avons dit qu'il se « fichait » simplement de nous. Il n'apprécia pas du tout qu'on lui fasse remarquer qu'il se défendait bien pour appliquer la politique gouvernementale. Tout de même ! Comment oser dire une chose pareille à un radical qui prétend être de notre côté !

Nous sommes bien décidées à ne pas en rester là, et cette augmentation du prix des crèches n'a pas fini de faire du bruit.

Correspondant L.O.

PETROLE

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EST SATISFAIT

C'EST ce lundi 7 janvier que s'ouvre à Genève la réunion extraordinaire sur les prix de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Du moins s'il ne se produit pas un nouveau retard puisqu'elle était primitivement prévue pour le 23 décembre à Téhéran. Les treize pays membres de l'OPEP doivent y discuter « les bases d'une politique des prix à long terme » **et** « étudier la possibilité d'établir un dialogue entre pays producteurs et consommateurs de pétrole afin d'éviter de rentrer dans une augmentation en spirale des prix et protéger la valeur réelle de leur pétrole ».

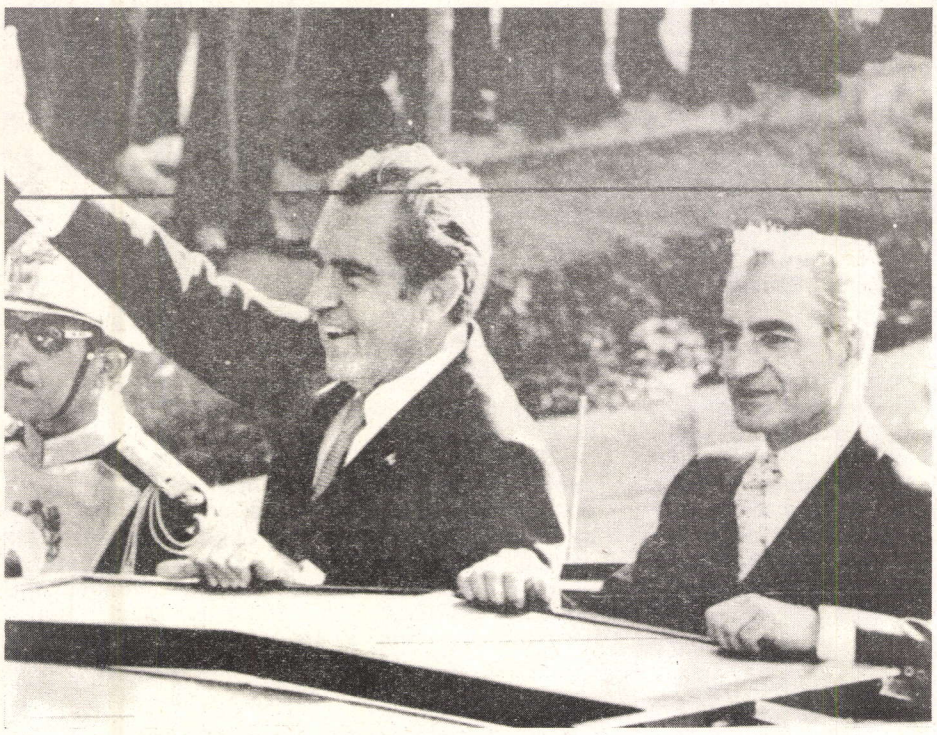
Et c'est le moment qu'a choisi Nixon pour adresser, par l'intermédiaire de Kissinger, une nette mise en garde aux pays producteurs contre une « hausse inconsidérée » **des prix du pétrole brut.**

Ce qui pourrait surprendre, bien sûr, ce n'est pas cet avertissement, c'est qu'il vienne seulement maintenant. Les Etats-Unis n'étaient-ils pas théoriquement les premiers visés par les récentes mesures des pays arabes ?

Ce n'est pourtant que le 21 novembre — un mois après le premier relèvement massif du prix du pétrole arabe et de la décision de mettre l'embargo — que Kissinger avait émis une protestation. Et encore, elle était tournée de telle sorte que l'on pouvait s'interroger sur sa signification véritable. Le ministre des Affaires étrangères américain n'y affirmait-il pas que dans certains cas, de guerre notamment, l'embargo pouvait effectivement être justifié ?

Et ce n'est qu'après le deuxième relèvement important du prix du pétrole, intervenu en décembre, qu'enfin le gouvernement américain élève réellement la voix pour dire : « assez ».

En fait, l'embargo arabe ne touchait guère les Etats-Unis dont seulement une faible quantité de pétrole provient du Moyen-Orient. En fait — tout le monde l'a souligné — cet embargo n'était pas respecté par les grandes compagnies qui se chargent de l'acheminement du pétrole et qui ont continué à approvisionner normalement les USA... avec les quantités soi-disant destinées aux pays « neutres » ou « amis des Arabes ».



NIXON ET LE SHAH A TEHERAN

Le relèvement du prix du pétrole dont le Shah fut un artisan a été avantageux pour les compagnies américaines et la balance commerciale des Etats-Unis.

(Ph. AFP)

Mais surtout, le bilan de ces trois mois de crise aiguë du pétrole n'est-il pas en faveur non pas des Etats producteurs mais — et cela sans commune mesure — des Etats-Unis d'Amérique ?

Le prix du pétrole du Golfe Persique ou du Vénézuela est tel maintenant que l'exploitation des charbons ou des schistes bitumineux américains peut être considérée comme une affaire rentable pour les trusts américains.

Le dollar est en hausse accélérée alors que toutes les autres monnaies, y compris celles qui semblaient un court instant vouloir lui disputer la suprématie, comme le deutschmark par exemple, sont en train de subir une baisse catastrophique.

Tous les concurrents commerciaux possibles des USA, comme le Japon ou l'Europe occidentale, du fait des effets conjugués de la hausse des prix de l'énergie et du nouveau rapport du dollar avec les autres monnaies, doivent abandonner l'espoir entretenu un petit moment de tenir tête à la super-puissance américaine.

Alors que la balance des paiements de toutes les grandes puissances industrielles est menacée l'année qui vient d'un énorme déficit, seule celle des USA, qui peuvent même espérer que les dollars payés aux Etat arabes viendront se réinvestir chez eux, paraît assurée d'être en excédent.

Certes, les menaces de la crise mondiale, dont souffrirait tout autant les Etats-Unis que le reste du monde, ne sont pas écartées. Et, dans le fragile équilibre économique et monétaire qui est celui de la planète aujourd'hui, les vagues de la crise pétrolière ne sont pas sans danger.

C'est sans doute pour cela que — la situation relative des USA et du reste du monde ayant été radicalement renversée en quelques semaines et les trusts du pétrole ayant atteint les objectifs économiques qu'ils pouvaient se fixer — le gouvernement américain vient d'indiquer que le moment lui semblait venu de stabiliser les choses.

Et l'avertissement de Kissinger s'adresse sans doute tout autant aux pays producteurs qu'aux grandes compagnies pétrolières qui pourraient être tentées, grisées par leur succès, de pousser trop loin leur avantage.

Les résultats de la réunion de Genève — du moins ce qui en sera connu officiellement — nous montreront rapidement s'il a été entendu par les uns et les autres. Il y a d'ailleurs toutes les chances, les grandes compagnies pétrolières sachant fort bien les limites que le gouvernement américain, gardien des intérêts généraux de tous les trusts impérialistes, ne pourrait leur permettre de franchir.

Cette crise pétrolière peut en tout cas servir d'exemple de la manière dont les trusts impérialistes peuvent faire servir à leurs propres intérêts des revendications et des intérêts qui semblaient à priori **leur être les plus contraires, tout en masquant ceux-ci derrière un épais nuage de fumée et en réussissant presque à passer pour les victimes. Il est vrai que dans cette dernière tâche ils sont aidés par des milliers de valets de plume et de parole de toutes sortes et de toutes nationalités.**

Jacques MORAND.

L'Italie et Kadhafi

Quand les ex-colonisés se rebiffent...

LE monde des journalistes occidentaux est en émoi, l'opinion italienne est inquiète. Kadhafi exige le renvoi de trois journalistes de *La Stampa* — dont le directeur — et menace, en cas de refus, de boycotter les automobilistes Fiat, dont Agnelli est propriétaire en même temps que du journal en question.

Il est soutenu en cela par le bureau de boycottage arabe qui a son siège à Damas.

Ainsi, voilà l'Italie tout entière menacée de représailles par son ancienne colonie. Et cela l'inquiète : et si ce n'était pas que des menaces en l'air ? et si la production automobile, déjà touchée par la crise pétrolière, encaissait mal ce coup supplémentaire ? et si l'approvisionnement direct en pétrole que tente de s'assurer l'Italie était définitivement compromis ?

Tout cela parce que Kadhafi s'est senti insulté par un article du journal italien. Décidément le monde a bien changé. Les puissances européennes sont aujourd'hui obligées de tenir compte des remontrances de leurs ex-colonies. L'Italie officielle, celle des Agnelli, est fort gênée et il n'est pas impossible que, par un biais ou un autre, elle fasse des excuses à Kadhafi pour pouvoir continuer à envoyer ses automobiles. Il y a une quarantaine d'années, c'étaient des chars qu'elle envoyait et Mussolini n'allait pas chercher bien loin ses prétextes pour envahir la Tripolitaine...

La décolonisation est un fait. Et même si elle n'a fait que remplacer les oppresseurs étrangers par des dictatures nationales, même si la démagogie d'un Kadhafi est à l'image de celle d'un Mussolini, on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a un juste retour des choses quand les anciens colonisateurs n'ont plus que la rage impuissante à opposer aux sautes d'humeurs de leurs ex-colonisés.

Jean LAMARCK.

IL Y A 50 ANS EN GRANDE-BRETAGNE

MACDONALD FORMAIT LE PREMIER GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

AU lendemain de la Première Guerre mondiale, l'Angleterre perd au profit des Etats-Unis sa place de première puissance capitaliste.

Des branches entières d'industries et principalement les moyennes entreprises ne se remettent pas de la perte de l'hégémonie britannique sur le monde. Ce sont bien entendu les travailleurs qui font les frais de la crise : la démobilisation, puis le déclin de certaines industries plongent des centaines de milliers d'ouvriers dans le chômage tandis que ceux qui n'ont pas été jetés à la rue doivent mener de durs combats pour maintenir leur niveau de vie, lutte d'autant plus difficile que les dirigeants ouvriers eux-mêmes s'emploient à empêcher les grèves ou à les briser comme lors de la grande grève générale de 1926.

Cette nouvelle situation s'accompagne, pour la bourgeoisie anglaise, d'une crise politique. Jusqu'alors, en effet, les deux grandes tendances de la bourgeoisie, les conservateurs et les libéraux, s'étaient partagé le pouvoir. L'effondrement d'une partie de l'industrie, la révélation au grand jour des contradictions du capitalisme britannique et son incapacité à circonscrire désormais les luttes de la classe ouvrière contribuent à la chute du parti libéral.

La montée du Parti Travailliste

Tandis que la bourgeoisie se tourne de plus en plus résolument vers les conservateurs, les masses populaires perdent leurs illusions sur les promesses du libéralisme et portent leurs voix sur le Labour Party. C'est ainsi que, d'élections en élections, le Labour Party rogne progressivement les voix des libéraux. De 2,2 millions de voix en 1918, il passe à 5,5 millions en 1924, emportant ainsi la majorité aux élections générales où le Premier ministre conservateur, Baldwin, avait eu la maladresse de faire campagne pour le retour à une politique protectionniste.

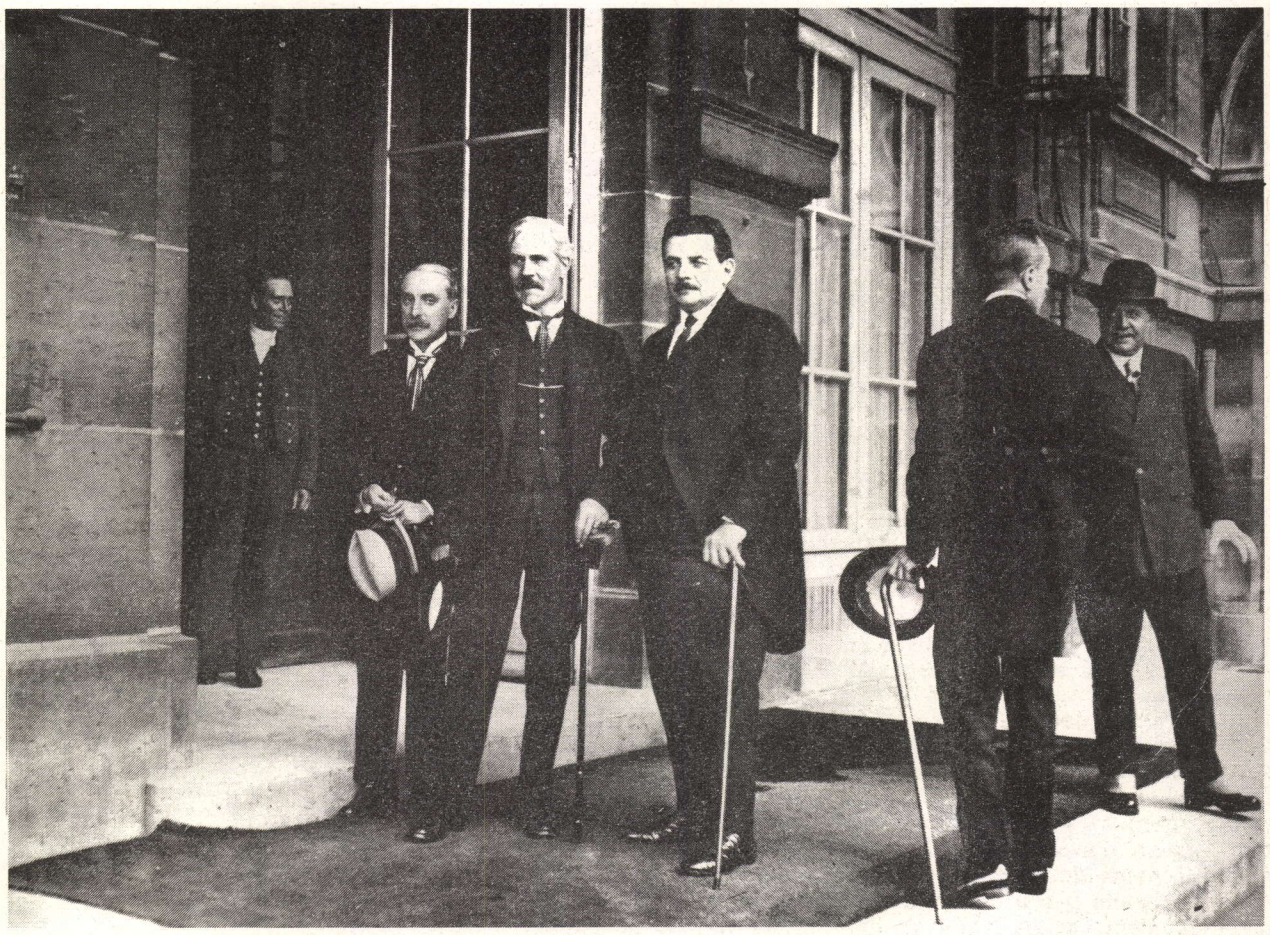
Les conservateurs étaient divisés sur cette question, et le parti de Baldwin perdit des voix aux élections ; la nouvelle Chambre était composée de 258 conservateurs, 159 libéraux et 191 travaillistes. Les conservateurs ne pouvaient espérer gouverner longtemps avec une Chambre où ils ne détenaient pas la majorité absolue, et c'est finalement après que le parti libéral eut déclaré soutenir la formation d'un gouvernement travailliste que, le 21 janvier 1924, Ramsay MacDonald devint Premier ministre.

Ce n'était pas à proprement parler la première fois que des membres du Labour Party entraient au gouvernement de Sa Majesté. Pendant la guerre, dès mai 1915, la bourgeoisie britannique avait ouvert au Labour Party quelques postes gouvernementaux, politique qui sera d'ailleurs intensifiée après décembre 1916, sous le ministère Lloyd George. La guerre n'avait fait qu'achever le processus par lequel les dirigeants du Labour Party s'étaient soumis à leur propre bourgeoisie, en niant toute velléité d'aboutir au socialisme, en reniant tout principe de lutte de classe.

Cette union sacrée n'avait d'ailleurs pas été sans provoquer des remous chez les ouvriers du rang qui, tout au long de la guerre, avaient résisté aux attaques des patrons et du gouvernement par des grèves, et notamment par la création des shop-stewards, délégués élus des travailleurs, véritable défi aux représentants officiels des syndicats. En raison de ce militantisme de la base, le gouvernement de guerre choisit de privilégier certaines catégories de travailleurs et surtout il accorda de plus en plus de faveurs aux bureaucrates du Labour Party, à tel point qu'en 1918 les dirigeants bourgeois s'accordaient tous à considérer comme allant de soi la présence de membres du Labour Party dans les organismes d'Etat.

Des fidèles serviteurs de la bourgeoisie

Les travaillistes au pouvoir se révélèrent bien entendu de loyaux serviteurs des intérêts de la bourgeoisie britannique. Les travailleurs ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Les premières protestations indignées de la base du Labour Party vinrent après que les nouveaux ministres eurent revêtu l'habit de cour dans les cérémonies officielles — petit détail en soi mais, comme le disait Trotsky à ce propos, **« la masse apprend de plus en plus à comprendre que celui qui lui est infidèle dans les petites choses le sera dans un grand nombre de choses ».**



MacDonald et Herriot : deux serviteurs de gauche de la bourgeoisie. (Photos Viollet)

Le gouvernement MacDonald se comporta en effet envers le mouvement ouvrier comme n'importe quel autre gouvernement. Le chômage, qui touchait plus d'un million d'ouvriers, ne diminua jamais et surtout, au cours des grèves qui éclatèrent, les syndicats se trouvèrent directement confrontés à l'opposition de MacDonald et de ses confrères qui avaient envisagé de mobiliser la troupe pour briser une grève des dockers, puis celle des conducteurs de tramway.

Les autres domaines de la politique du gouvernement MacDonald furent un simple prolongement de la politique de ses prédécesseurs : répression dans les colonies, en Egypte et aux Indes, poursuite des tripatouillages diplomatiques entre la France et l'Angleterre, etc.

D'opposant « responsable », le Labour Party au pouvoir était donc passé ouvertement du côté de l'Etat qu'il prétendait combattre.

La chute de MacDonald et le « faux » Zinoviev

Malgré cette politique réactionnaire, MacDonald ne resta que quelques mois au pouvoir. En effet, les conservateurs multiplièrent les attaques et les provocations contre le gouvernement travailliste. Le thème de leur campagne fut celui de la crainte du communisme, que MacDonald ne manquerait pas, disaient-ils, d'apporter en Grande-Bretagne. Ils se servirent des négociations diplomatiques engagées avec la Russie soviétique par MacDonald (politique dictée à ce dernier par la bourgeoisie britannique désireuse de renouer ses relations avec la Russie) et réussirent à faire démissionner le gouvernement travailliste le 4 novembre de la même année, après la publication dans les journaux d'un faux document : une lettre que Zinoviev aurait envoyée au Parti Communiste de Grande-Bretagne, au nom de la III[e] Internationale, enjoignant à celui-ci de fomenter une insurrection dans le pays et accusant MacDonald de trop grande modération. La « lettre rouge » déchaîna une véritable hystérie anticommuniste dans la presse et les conservateurs, après cette campagne, remportèrent de justesse la victoire aux élections provoquées par cette affaire. Quelques voix avaient porté MacDonald au pouvoir ; quelques voix suffirent également à l'en chasser.

Mais, au-delà des hasards électoraux, l'expérience du premier gouvernement travailliste était riche de leçons pour le mouvement ouvrier britannique.

L'échec du Parti Communiste

L'influence que les conservateurs attribuaient au Parti Communiste pour les besoins de la cause était sans doute exagérée. Le minuscule Parti Communiste ne pouvait espérer jouer de rôle important. Cependant, les progrès constants du Labour Party depuis la guerre, concrétisés par ses succès électoraux, témoignaient d'un tournant à gauche des masses ouvrières. Et les démonstrations antiouvrières dont ses dirigeants venaient de se rendre coupables ne pouvaient que provoquer, dans la base du Labour Party, davantage d'intérêt pour le mouvement communiste.

En cas de retour du Labour Party au pouvoir, Trotsky escomptait que les contradictions entre la base et les dirigeants du Labour Party s'accentueraient, laissant au Parti Communiste la possibilité de conduire alors les masses britanniques sur le chemin de la révolution.

Malheureusement un tel conflit n'eut pas lieu. Le Parti Communiste perdit au moment de la grève générale de 1926, du fait de la politique traîtresse de la III[e] Internationale stalinisée, le crédit qu'il commençait à gagner chez les travailleurs et ne constitua jamais le pôle qui aurait pu détourner la classe ouvrière britannique de ses dirigeants travaillistes.

Hélène DURY.

ESPAGNE

SEULE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS OUVRIRA LES PORTES DES PRISONS, IMPOSERA LES DROITS DÉMOCRATIQUES

LA plupart des observateurs politiques ont vu dans la nomination d'Arias Navarro à la succession de Carrero Blanco et dans la composition du nouveau gouvernement espagnol l'indice d'un glissement à droite du régime franquiste. Et il est effectivement certain que le choix, par Franco, du ministre de l'Intérieur du gouvernement précédent, c'est-à-dire du premier flic d'Espagne, comme nouveau Premier ministre ne peut être interprété que comme une volonté du régime de recourir plus encore, si c'est possible, à la répression.

La condamnation de Camacho et de ses compagnons, dont le seul délit — mais c'est un délit grave pour la loi des patrons, en Espagne — était d'être des militants ouvriers et de s'être réunis, à des peines de prison allant de douze à vingt ans, va en tout cas en ce sens. Et l'on ne peut être qu'extrêmement inquiet sur le sort de Puig Antich, ce militant anarchiste catalan dont le procès doit s'ouvrir dans les jours qui viennent et qui, accusé d'avoir tué un policier, risque la peine de mort. Car ce régime qui n'hésite pas à faire tirer systématiquement sur les manifestations ouvrières ou sur les travailleurs en

Le nouveau Premier ministre Carlos Navarro et Mme Franco : les bourreaux de la classe ouvrière espagnole se congratulent. (Ph. UPI)

grève ne peut tolérer la violence des opprimés quand elle s'exerce contre ses hommes de main.

Mais face à ce raidissement dans la répression d'un régime vomi par toute la population laborieuse d'Espagne, certains voudraient nous faire croire aujourd'hui que l'éviction du gouvernement d'un certain nombre d'anciens ministres, et en particulier de Lopez Rodo, constitue une perte pour tous ceux qui, en Espagne, aspirent à plus de liberté. On voudrait nous faire croire que les hommes qui viennent d'être écartés du gouvernement, amis politiques du prince Juan Carlos (le successeur désigné de Franco) ou membres de l'Opus Dei (cette franc-maçonnerie catholique) étaient presque des libéraux, qu'ils avaient été les partisans de la libéralisation (très relative) que l'Espagne avait connue il y a quelques années.

Or, s'il y a effectivement des cliques rivales qui s'affrontent au sein de l'appareil d'Etat espagnol, leurs divergences, quand elles ne portent pas sur le problème de savoir qui aura le meilleur accès à la mangeoire gouvernementale, ne reposent en rien sur une lutte entre « libéraux » et « anti-démocrates ». Elles portent simplement sur le fait de savoir quelle est la meilleure méthode pour maintenir l'exploitation des travailleurs espagnols au profit des industriels et des banquiers. Et quels que soient ceux qui l'emportent dans ces luttes de couloir, que ce soient les nostalgiques du passé qui continuent à saluer le bras levé — comme au temps de la croisade de Franco, d'Hitler et de Mussolini contre les travailleurs espagnols — ou les « modernistes » de l'Opus Dei qui voudraient donner au régime un aspect un peu moins compromettant face à l'opinion publique internationale, la classe ouvrière d'Espagne n'a pas plus à attendre des seconds que des premiers.

Si à la fin des années 1960 il y a eu effectivement une certaine libéralisation, si les Commissions ouvrières pouvaient exister presque ouvertement, si le niveau de la classe ouvrière espagnole s'est quelque peu amélioré, c'est d'abord et avant tout parce que les travailleurs se sont battus par la grève et les manifestations pour améliorer leur sort.

Si, il y a trois ans, les militants basques condamnés à mort au procès de Burgos n'ont finalement pas été exécutés, ce n'est pas grâce à quelque ministre libéral. C'est parce que, dans toute l'Espagne, grèves et manifestations de solidarité se sont multipliées, comme se multipliaient les manifestations de solidarité dans tous les pays.

La bombe qui a tué Carrero Blanco n'a pas ébranlé le régime franquiste parce que, pour en finir avec celui-ci, ce n'est pas un seul homme, mais des centaines qu'il faudrait éliminer, et que pour ce faire les actes terroristes individuels sont impuissants, et que seule peut être efficace la lutte de masse des travailleurs. Et il n'y a que la lutte de la classe ouvrière qui pourra s'opposer avec succès aux tentatives de renforcement de la répression, qui pourra imposer les libertés démocratiques, qui pourra arracher Camacho et ses compagnons à leur prison, qui pourra sauver Puig Antich et les militants accusés de complicité avec lui.

Et nous, travailleurs de ce pays, nous devons être prêts à manifester notre solidarité avec les travailleurs d'Espagne dans leur lutte contre la dictature réactionnaire de Franco et de ses sbires de tout poil.

François DUBURG.

Conférence de presse de l'ETA : les militants nationalistes basques expliquent comment et pourquoi ils ont exécuté Carrero Blanco. (Ph. AFP)

ARGENTINE

Vers le renforcement de la bureaucratie syndicale

EN Argentine, une nouvelle loi syndicale renforçant l'appareil bureaucratique de la CGT peroniste vient d'être adoptée par les deux chambres du Congrès.

Elle tend à renforcer l'emprise des confédérations et des fédérations de syndicats sur les syndicats d'entreprise. Dans les faits, elle consacre la toute-puissance de la direction des syndicats vis-à-vis de la base. La bureaucratie aura désormais légalement le droit d'intervenir dans les syndicats de base et pourra les mettre au pas. D'autre part, la loi renforce la position des dirigeants syndicaux puisque la durée maximum de leurs mandats a été portée de deux à quatre ans renouvelables.

D'autres dispositions de la loi peuvent à première vue sembler plus positives. Le texte reconnaît aux syndicats le droit **« d'arrêter leur position en matière politique y inclus en donnant leur appui aux partis politiques ou aux candidats aux charges électorales ou encore en recommandant certaines personnes aux postes pour que ces derniers les désignent comme candidats ».** Ils accordent aux militants syndicaux des droits visant à les protéger contre les patrons. C'est ainsi que les employeurs ne pourront plus licencier des militants syndicaux pendant la durée de leur mandat. Ils ne pourront plus non plus les licencier pendant le processus électoral.

Etant donné que cette loi consacre par ailleurs la domination totale de la bureaucratie syndicale sur la base, on imagine fort bien ce que deviendront ces protections.

En fait, ne sont protégés que les militants bien dans la ligne, les autres seront livrés à l'arbitraire patronal. Quant aux opinions politiques de la bureaucratie syndicale, il ne fait pas de doute qu'elles profiteront uniquement à certain parti dont Peron est le dirigeant.

Cette nouvelle loi syndicale s'inscrit dans la tradition peroniste. Peron, en 1944 comme de nos jours, a toujours choyé les bureaucrates syndicaux car ceux-ci représentent le point d'appui essentiel de son régime. Mais si, dans les années 1940, la relative expansion économique de l'Argentine avait permis de distribuer à la classe ouvrière des miettes, il n'en est plus du tout de même aujourd'hui. Aujourd'hui, alors que l'Argentine connaît une situation économique des plus critiques, il n'est plus question pour elle d'acheter une relative paix sociale. Aussi, comme elle s'apprête à faire subir à la classe ouvrière les conséquences de la crise économique, elle prend ses dispositions pour que celle-ci ne puisse pas réagir en diminuant l'autonomie des organisations syndicales de base par rapport à l'appareil syndical lui-même entièrement contrôlé par le parti justicialiste.

C'est un pas de plus vers une intégration plus complète des syndicats à l'appareil d'Etat qui n'est pas sans rappeler le syndicalisme de Franco.

Sylvie FREJUS.

Le 8 janvier 1959,
Castro entrait à La Havane

CU

Les limites du nationalisn

LE 2 décembre 1961, dans un discours sur la fondation prochaine du Parti Unifié de la Révolution Socialiste, qui devait devenir le parti unique de son régime, Fidel Castro déclarait : « Je suis marxiste-léniniste et je le resterai jusqu'au dernier jour de ma vie ». **Cette proclamation politique fit alors une grosse impression dans le monde entier.**

C'est qu'elle illustrait le pas franchi par Cuba. Le pays avait basculé dans le camp « socialiste ». Un petit peuple de huit millions d'habitants résistait au géant US, ses dirigeants s'affirmaient « socialistes » à moins de deux cents kilomètres des côtes de Floride, et le pays tenait bon ! Dans le monde entier, la révolution cubaine soulevait un sentiment de solidarité considérable. Face à l'impérialisme américain, la gauche et le mouvement ouvrier de tous les pays se sentaient aux côtés de Cuba et de Fidel Castro.

Mais, pour bon nombre de révolutionnaires, à ce soutien — juste — de Castro contre l'impérialisme US venait s'ajouter une idéalisation de son régime, qualifié, par exemple, purement et simplement d' « Etat ouvrier » par le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale. Le libéral bourgeois Castro s'affirmant maintenant « marxiste-léniniste », certains n'hésitaient pas à juger sur cette étiquette dont Castro se parait et à voir, dans la révolution cubaine, un mouvement renouant « objectivement » avec les traditions marxistes révolutionnaires, enfin dégagées du stalinisme.

UNE OPPOSITION DE CIRCONSTANCE A L'URSS ET AUX PC

Dans les années qui suivirent, la politique du régime castriste devait entretenir ces illusions. Jusqu'aux années 1967-1968, Castro se présentait comme un leader révolutionnaire non seulement de Cuba mais de toute l'Amérique Latine, proposant à tout le continent de suivre l'exemple de La Havane. La fondation de l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (OLAS), la participation de Che Guevara à la guérilla en Bolivie et sa mort en octobre 1967 étaient là pour entretenir cette image politique. En même temps, un certain nombre de frictions se produisaient avec l'URSS et, pour commencer, avec les staliniens cubains dirigés par Anibal Escalante, secrétaire général du PC cubain. Au nom de la lutte contre le « bureaucratisme » **et contre** « les révolutionnaires absents lorsqu'il se produit un mouvement », **Escalante fut finalement condamné à quinze ans de prison en 1968. De même, lançant des anathèmes contre le PC vénézuélien et les PC d'Amérique Latine, accusés de défaitisme parce qu'ils refusaient de s'engager dans la guérilla, Castro se prêta à des critiques ouvertes de la presse soviétique. Il n'en fallut pas plus, là encore, à certains révolutionnaires, pour voir là la marque d'une politique cherchant « objectivement » à se placer sur le terrain de l'internationalisme et rompant avec la politique contre-révolutionnaire des partis staliniens.**

LA DEFENSE DES INTERETS NATIONAUX CUBAINS

Pourtant, dégagée de ce halo « révolutionnaire », la politique du régime cubain avait des limites étroites. Et ces limites étaient inscrites dans la nature sociale de la révolution de janvier 1959.

Le fait que Fidel Castro se déclare « marxiste-léniniste » ne changeait rien au fait que c'était un nationaliste, dirigeant d'un mouvement d'émancipation nationale bourgeois. Castro ne soutenait les mouvements de guérilla en Amérique Latine que dans le cadre de la défense des intérêts nationaux de Cuba sur le plan international, pour tenter de sortir l'île de son isolement, dans un continent américain dominé par les Etats-Unis. Et les frictions avec l'URSS n'étaient pas le résultat de divergences sur la stratégie révolutionnaire nécessaire à l'échelle mondiale, mais bien le résultat des divergences entre les intérêts nationaux de Cuba et ceux de l'URSS. Et les limites de la politique nationaliste et bourgeoise du gouvernement castriste devaient se révéler très vite dans l'évolution du régime.

Ainsi, les mesures de nationalisation des sociétés américaines n'étaient pas des mesures prises par un pouvoir prolétarien mais bien des mesures de défense nationale des couches dirigeantes bourgeoises d'un petit Etat sous-développé, face à la domination et à la pression impérialistes. Face à celles-ci, le régime castriste se trouva conduit à jouer le jeu du développement national. Et sur le plan économique, il ne s'agissait plus seulement pour Castro de tenir, face au boycott décidé par l'impérialisme. Il s'agissait aussi de promouvoir à toute force le développement économique de Cuba, de jeter les bases d'une économie développée dans ce pays de huit millions d'habitants. Pour cela, il fallait assurer des rentrées de devises, permettant l'achat à l'étranger des produits manufacturés. Et, la vente du sucre cubain représentant la principale rentrée en devises, Castro devait peu à peu subordonner toute la vie cubaine à cet impératif national : développer la production de sucre. Du développement de cette production découlerait plus tard, assurait-il, le bien-être de toute la population cubaine.

DES MESURES CONTRE LES OUVRIERS ET LES PAYSANS CUBAINS

Mais, pour tenir cette gageure impossible, le régime castriste devait très vite en venir à des mesures de discipline contre la population cubaine pour tenter de l'obliger à se soumettre à l'impératif du développement économique national.

C'est dans l'année 1969-1970 que cette politique atteignit son apogée et, en même temps, signa son échec. Cette année devait être « l'année des dix millions » : la « zafra » (récolte de canne à sucre) devait atteindre dix millions de tonnes de sucre, objectif fixé par Castro. En fonction de cet objectif, qui devait permettre un « grand bond en avant » de l'économie, toutes les forces de la société furent mobilisées. Les citadins furent envoyés couper la canne dans les champs, le travail agricole fut militarisé. Le 26 juillet 1969, jour de fête nationale, fut un jour de mobilisation générale pour la « zafra des dix millions », Fidel Castro montrant lui-même l'exemple.

Au terme d'une année d'efforts, l'objectif ne fut pas atteint. Mais cette tentative coûta cher à l'économie cubaine. Les produits de consommation courante manquèrent cruellement ; tous les produits alimentaires furent rationnés, conséquence d'une politique visant avant tout à développer la production pour l'exportation et non pour les besoins de la population. Dès lors, le régime castriste se fixa des objectifs moins ambitieux. Mais il resta à la recherche de stimulants pour inciter la population à produire, le dernier en date étant la « loi contre la paresse » de 1970, permettant de condamner les « oisifs » à des peines de prison, et la « loi sur les mérites et les démérites » : chaque travailleur se vit attribuer un livret de travail sur lequel ses employeurs devaient inscrire leur jugement sur ses mérites productifs.

Ainsi, malgré le capital de popularité dont il disposait — et qui, quinze ans après son arrivée au pouvoir n'est sans doute pas encore épuisé —, la politique de Castro l'a conduit de plus en plus à prendre des mesures de « disciplinarisation » de la population, mesures dont le complément logique est le durcissement intérieur du régime. Celui-ci a été marqué par des procès évoquant tristement les procès staliniens : après Escalante, victime de méthodes n'ayant rien à envier aux siennes, c'est en 1971 l'écrivain Heberto Padilla qui n'est libéré de sa prison que parce qu'il accepte de faire devant l'Union des écrivains son autocritique, reconnaissant ses « erreurs contre-révolutionnaires »

L'entrée de Castro à La Havane. Pour la population cubaine, un immense espoir mais qui n'ouvrait la voie qu'à une dictature de main en main populaire. (Ph. UPI)

De la guérilla à la prise

LA prise du pouvoir par Fidel Castro en 1959 était, pour celui-ci, l'aboutissement d'une longue lutte, d'abord purement politique, avant de devenir aussi militaire. Fidel Castro, jeune avocat issu d'un milieu aisé, fit ses débuts politiques dans le parti bourgeois libéral « orthodoxe ». Mais, bien vite, il s'aperçut que la dictature imposée par Batista ne permettait pas de déboucher par des moyens légaux sur le régime démocratique et « humaniste » qu'appelaient de leurs vœux tous les libéraux de l'île.

C'est pourquoi Castro s'orienta vers des formes d'action plus radicales : la première fut, le 26 juillet 1953, l'attaque de la caserne Moncada, qui se solda par l'emprisonnement ou le massacre des participants ; en 1956, l'expédition du « Granma » et la tentative de soulèvement qui s'ensuivit furent également un échec. Et, le régime de Batista se révélant finalement plus solide qu'il ne pensait, et en tout cas n'étant pas près de s'écrouler sous de simples coups de main militaires, Fidel Castro dut se résigner à prendre le maquis, avec la quinzaine de rescapés du « Granma », dans la Sierra Maestra.

LES DEBUTS DIFFICILES DE LA GUERILLA

Les débuts du mouvement de guérilla furent difficiles, vu la méfiance de la paysannerie. Et au début les actions d'éclat des guérilleros se dérouleront principalement... dans les villes, notamment en liaison avec les étudiants dont les actions firent connaître le mouvement castriste à l'opinion mondiale et attirèrent sur lui la curiosité de la presse internationale, nord-américaine en particulier.

Quant aux travailleurs cubains, les castristes s'en désintéressaient. Seul, le pourrissement total du régime de Batista et l'éveil de la paysannerie devaient, peu à peu, leur apporter un soutien populaire.

DE LA MONTEE DU MOUVEMENT PAYSAN A LA VICTOIRE

Peu à peu, pourchassés par la police de Batista, nombre de militants fidélistes des villes, pour la plupart appartenant au milieu de l'intelligentsia, se retrouvèrent dans le maquis, formant, pendant un moment, de 60 à 80 % du recrutement de la guérilla.

A la suite de l'insurrection (manquée une fois de plus) du 9 avril 1958, insurrection qui vit des soulèvements dans les principales villes de l'île, Batista décida de lancer une immense opération de répression pour en finir avec le mouvement castriste. Après deux mois de combats

BA 15 ANS APRES

ne

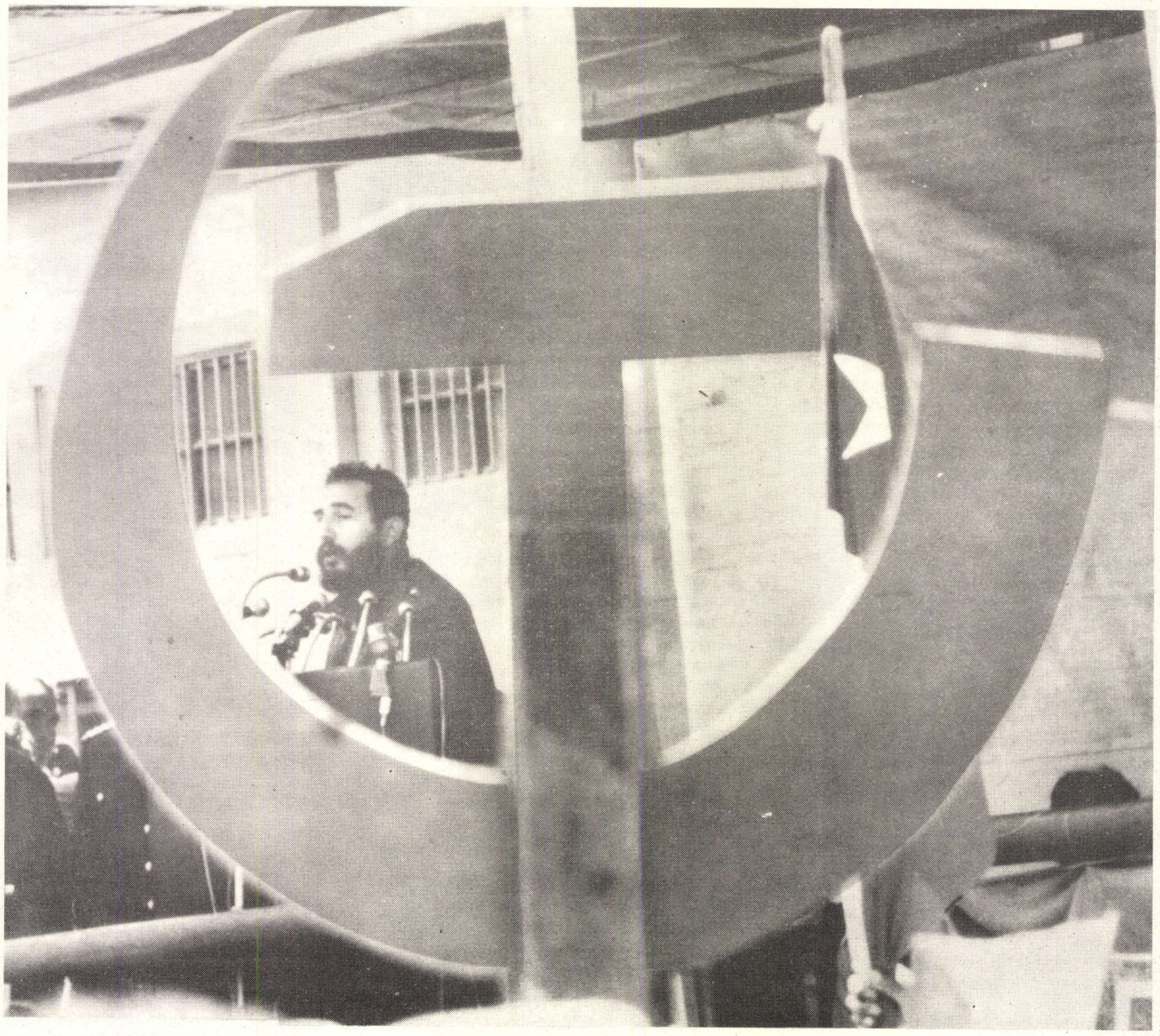
et traitant René Dumont, agronome, et KS Karol, journaliste, auteurs d'ouvrages sur la révolution cubaine, de simples agents de la CIA. Et un tel procès, connu à cause de la personnalité du condamné, n'est rien à côté des multiples condamnations qui frappent toute la population.

L'ALIGNEMENT SUR L'URSS ET LA FIN DU MYTHE

Enfin, sur le plan international, un tournant s'est dessiné dès 1968 avec l'abandon des velléités critiques de Castro par rapport à l'URSS. Le 23 août 1968, Castro approuve sans sourciller l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Ce n'est qu'un signe spectaculaire d'une évolution profonde. Castro choisit de mettre en veilleuse le soutien aux guérillas latino-américaines et de s'aligner sur la politique soviétique, en échange d'une aide accrue de l'URSS permettant une petite amélioration de la situation économique. Dans le cadre de la politique de « détente » à l'échelle mondiale entre USA et URSS et comme résultat de sa politique plus « sage » sur le plan latino-américain, Castro peut, en même temps, voir les signes d'un assouplissement de la politique US à son égard.

Ainsi, quinze ans ont suffi pour que le prétendu socialisme de Fidel Castro ait montré toutes ses limites, qui le condamnent à s'éloigner progressivement de la population et à instaurer sur le plan intérieur un régime de plus en plus dictatorial. C'est qu'il n'existe qu'une politique pouvant offrir aux peuples des pays sous-développés et du monde entier une véritable issue : la politique prolétarienne internationaliste qui vise à aider le prolétariat des pays avancés à abattre l'impérialisme dans ses bastions, à New York, Paris ou Londres, et non à tenter de lui arracher seulement quelques miettes pour tenter à tout prix un développement national impossible.

André FRYS.



Castro au Chili en 1971. La faucille et le marteau pour les discours, la défense des intérêts strictement nationaux dans les faits. (Ph. UPI)

e du pouvoir et au "socialisme" à la cubaine

acharnés, non seulement cette répression fut un échec pour le dictateur mais les guérilleros purent se constituer un armement sérieux grâce au butin de guerre pris à l'ennemi. Huit cents hommes furent ainsi parfaitement équipés. Surtout, on assista, dès lors, à une mobilisation de la paysannerie. Paysans pauvres et ouvriers agricoles rejoignirent en masse les guérillas, reconnaissant les castristes comme leurs dirigeants. Les petites guérillas dispersées à travers le pays se transformèrent en quelques mois en véritables armées rebelles, commandées par des hommes comme Raùl Castro, Camilo Cienfugos ou Ernesto Che Guevara. Les rebelles occupèrent alors des zones entières de l'île, desquelles ils ne furent pratiquement jamais délogés.

Le pourrissement du régime, les défaites des militaires de Batista face aux guérilleros, l'ampleur du mouvement de résistance dans les campagnes amenèrent la désaffection d'un nombre croissant d'officiels du régime vis-à-vis de Batista. Et les USA eux-mêmes, au début au moins, ne virent pas d'un mauvais œil tomber ce régime vermoulu.

Alors que Batista s'enfuyait à Saint-Domingue, les troupes de Castro entrèrent à La Havane le 8 janvier 1959, dans une capitale paralysée par une grève générale de cinq jours lancée par le Parti Communiste Cubain (Parti Socialiste Populaire), qui s'était rallié au soulèvement castriste au tout dernier moment.

FIDEL CASTRO, DU LIBERALISME AU SOCIALISME

Ainsi, le régime honni de Batista s'écroulait sous une poussée unanime de toute la population cubaine. Mais le dictateur déchu n'était pas seulement le représentant de la petite coterie militaire qui avait mis l'île en coupe réglée. C'était aussi, à Cuba, l'homme des Etats-Unis, qui avait toujours su être docile aux intérêts des grandes compagnies nord-américaines. Et les difficultés avec les Etats-Unis apparurent vite, dès qu'il se révéla que les « barbudos » entendaient remettre en cause la domination de ceux-ci sur leur pays.

Pourtant, ni Fidel Castro ni ses amis n'étaient partisans d'une rupture. Au contraire, le nouveau gouvernement de La Havane proposait de négocier l'indemnisation des grandes compagnies américaines, propriétaires de grands domaines, touchées par la réforme agraire. Il promettait de continuer à vendre son sucre aux Etats-Unis et d'élever la production jusqu'à huit millions de tonnes. Si ce régime « nationaliste de gauche » — comme Che Guevara le définissait lui-même en 1959 — voulait reprendre sous son contrôle un certain nombre de secteurs de l'économie cubaine colonisés par les compagnies US, il était prêt à toutes les négociations possibles avec les Etats-Unis.

Mais, à Washington, il n'en fallait pas plus pour que Fidel Castro soit considéré comme un dangereux « communiste » et pour qu'une véritable hystérie anticubaine soit développée par la presse contre les « atteintes à la propriété privée » perpétrées par Fidel Castro. Pour les dirigeants US, celui-ci était, d'ores et déjà, un « homme à abattre » et il s'agissait de tenter le renversement du régime le plus rapidement possible. Toutes les facilités étaient données aux émigrés anticastristes pour entraîner, en Floride, une petite troupe de débarquement. En même temps, le gouvernement US déclenchait une série de mesures de pression économique contre Cuba, poussant un certain nombre de pays latino-américains à lui refuser des marchés, soutenant les compagnies américaines présentes dans l'île qui boycottaient le nouveau régime.

Avec un tel traitement, les dirigeants US pensaient bien que Cuba, pays extrêmement dépendant des Etats-Unis sur le plan économique, ne tiendrait pas longtemps. C'était compter sans la détermination de Fidel Castro. Là où d'autres auraient courbé l'échine, il tint tête et répliqua coup pour coup aux pressions américaines, en concluant des accords commerciaux avec des pays de l'Est et du tiers-monde.

En juillet 1960, les Etats-Unis annonçaient leur décision de ne pas acheter à Cuba son excédent sucrier pensant ainsi réduire le régime à l'asphyxie. Mais, là encore, Castro choisit de tenir tête, avec l'appui de l'URSS ; quelques jours plus tard, celle-ci proclamait qu'elle se porterait acquéreur de tout le sucre cubain que les Etats-Unis refuseraient d'acheter ! Et, d'août à octobre 1960, le gouvernement cubain répliqua à ce boycott américain par la nationalisation de la plupart des grandes sociétés américaines, des banques aux raffineries, en passant par les sucreries et la société des téléphones.

En avril 1961, le président Kennedy appuyait alors une tentative de débarquement anticastriste dans la baie des Cochons, devant laquelle, pensait-il, le régime castriste devait s'écrouler comme château de cartes. Mais ce devait être, encore une fois, un échec. Tout le peuple cubain, unanime, était derrière Castro.

Dès lors, les USA décidaient l'embargo total sur le commerce avec Cuba, poussaient les pays d'Amérique Latine à rompre leurs relations diplomatiques avec ce pestiféré. Mais Castro se révélait, décidément, impossible à abattre, à moins de vouloir faire de Cuba un Vietnam avant la lettre. Loin de faire tomber Castro, les mesures de rétorsion US l'avaient repoussé vers l'URSS, au point que Castro se proclamait, désormais, « marxiste-léniniste ». Une petite île de huit millions d'habitants tenait tête avec succès au géant US. La résonance du castrisme en Amérique Latine était considérable. Et les USA, loin de pouvoir abattre Castro, en étaient réduits à tenter de limiter les dégâts, en dressant autour de l'île un cordon sanitaire pour, au moins, éviter que l'exemple ne soit contagieux.

Denis BESSON.

revue de la presse d'extrême-gauche

L'attentat de Marseille

L'assassinat raciste de Marseille a fait franchir un seuil à la terreur fasciste qui s'exerce contre près du quart de la classe ouvrière de notre pays. En ce sens, son importance ne doit pas être négligée dans le développement du processus de fascisation en cours dans notre pays.

Ce n'est pas un hasard si depuis 1968 les crimes racistes se sont multipliés. Sérieusement malmenée par les bouleversements révolutionnaires en cours tant sur le plan international qu'intérieur, la bourgeoisie est amenée à renforcer sa dictature : peu à peu le masque s'effrite et derrière la démocratie bourgeoise apparaît le visage hideux du fascisme ; les régimes de Hitler, Mussolini, Franco, des colonels grecs, des gorilles brésiliens, de la junte chilienne ne sont pas simplement des « monstruosités » de l'histoire, c'est la forme inéluctable qu'est amenée à prendre la dictature de la bourgeoisie pour s'opposer à la montée révolutionnaire.

S'il est vrai que la dictature de la bourgeoisie peut prendre la forme du fascisme, il n'en est pas moins faux de crier au fascisme à tout propos au risque de ne plus le reconnaître quand la bourgeoisie décide de faire appel à lui. Les formes de gouvernement démocratiques que se donne la bourgeoisie se sont elles-mêmes toujours accompagnées de féroces répressions anti-ouvrières.

La police, l'armée et les autres instruments de répression sont bien souvent gangrenés par le racisme et il n'est pas impossible que des éléments de la police aient eu une participation directe à l'attentat de Marseille. Mais cela ne veut pas dire qu'il s'agit du début d'une offensive généralisée contre l'ensemble des travailleurs immigrés et a fortiori **contre l'ensemble de la classe ouvrière.**

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **(n° 210 - 20 décembre) voit dans l'attentat de Marseille la marque d'une accélération du processus de fascisation du régime :**

A l'annonce de l'attentat fasciste contre le consulat d'Algérie à Marseille, l'indignation a gagné les plus larges masses de notre peuple. Mais aujourd'hui l'indignation ne suffit plus. Ce n'est pas devant un acte isolé particulièrement odieux parce qu'il frappé d'un coup plusieurs dizaines de travailleurs immigrés que l'on se trouve. Les assassinats de Marseille, soigneusement accomplis avec la complicité directe de la police de Marcellin, font suite à la longue série des crimes encore impunis commis contre nos frères immigrés.

En trois ans, c'est près de 200 ouvriers qui ont été massacrés. Aucun des assassins n'a jusqu'ici été arrêté. Quand on sait les capacités des services du ministère de l'Intérieur à lutter contre la « subversion », à tout espionner, à tout enregistrer, à tout savoir le doute n'est pas permis : les responsables, les criminels, nous les connaissons, ils dirigent les affaires du capital monopoliste dans notre pays : qu'ils se lavent les mains après avoir laissé accomplir leur sale besogne par des nervis ne change rien à l'affaire et la classe ouvrière et les masses laborieuses ne se laisseront pas tromper par leurs larmes de crocodiles.

Front rouge

Front Rouge **(n° 97 - 27 décembre 1973), lui, voit l'œuvre de la CIA aussi bien dans l'attentat de Rome que dans celui de Marseille :**

En effet, à qui profitent ces crimes à la veille de la convocation de la Conférence de Genève ? Aux sionistes et à leur maître, l'impérialisme US. Kissinger et Golda Meïr avaient déjà marqué leur colère de voir la conférence au sommet des pays arabes tenue le mois dernier à Alger, reconnaître l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien, déniant ainsi tout droit à Hussein, ce fantoche US, de « négocier » la terre des Palestiniens. Qui d'autre que l'impérialisme US avait intérêt à jeter le discrédit sur l'OLP pour affaiblir sa position sur la conférence de la « paix » réhabilitant du même coup Hussein comme « représentant valable » des Palestiniens ? C'est l'impérialisme US et les sionistes qui ont manipulé le commando !

De même, à qui profitent ces crimes au moment précis où sont discutés en Europe les problèmes de l'approvisionnement en pétrole ? Qui a intérêt à voir échouer le projet de négociations directes de contrats de vente de pétrole à long terme entre les pays européens et les pays arabes, contrats qui mettent à l'écart les trusts US des compagnies de pétrole, contrats qui empêchent le contrôle par l'impérialisme US de l'approvisionnement des pays européens en pétrole ? C'est l'impérialisme US ! C'est lui qui a intérêt à envenimer les rapports entre pays européens et pays arabes pour faire échouer ces négociations. Hier, c'était la CIA qui manipulait tels ou tels hommes de main fascistes, faisait assassiner cinq personnes au consulat d'Algérie à Marseille, soulevant ainsi la colère justifiée des travailleurs arabes en France et rendant de ce fait plus difficiles les négociations entre la France et les pays arabes. Aujourd'hui, c'est toujours la CIA qui, manipulant un commando, assassine à Rome pour obliger l'Italie, un des pays européens prêts à signer des accords directs pour le pétrole avec les pays arabes, à renoncer à de tels contrats. Déjà des voix s'élèvent en France, en Italie, pour réclamer la surveillance accrue des consulats de pays arabes !

Il n'est malheureusement pas besoin d'aller chercher la CIA pour expliquer les actes désespérés auxquels ont pu se livrer des militants palestiniens.

Quant aux attentats racistes, ils ne sont que la conséquence des campagnes racistes anti-arabes qui sont menées périodiquement par la grande presse.

La Conférence de Genève et le problème palestinien

rouge

Encore une fois, la seule perspective proposée par Rouge **(n° 235 - 28 décembre 1973) au peuple palestinien est la suppression du** « fait colonial israélien » **sans préciser quel type d'Etat nouveau les Arabes de Palestine pourraient construire avec la communauté juive d'Israël. La solution révolutionnaire au problème palestinien ne réside-t-elle pas dans l'alliance des classes ouvrières juives et arabes, garantissant à chaque peuple le droit à l'existence nationale, y compris au sein du même Etat ?**

Cela, Rouge **ne le dit pas et laisse la porte ouverte au nationalisme arabe le plus réactionnaire.**

Le projet d'Etat palestinien marque un recul de la politique impérialiste dans la mesure où de l'élimination physique des Palestiniens on passe à une solution politique. Mais cette « solution » reste un plan de liquidation de la cause palestinienne. Cet Etat n'est aucunement une solution de la question nationale palestinienne, puisqu'il **coexiste avec la source même du conflit, avec le fait colonial israélien.** Au lieu de plusieurs camps de réfugiés, voilà un énorme camp entouré de barbelés, coincé entre la Jordanie de Hussein et l'Etat sioniste armé jusqu'aux dents par l'impérialisme. Cet Etat restera sous la coupe de la réaction arabe, vivant de ses subsides, sans aucune autonomie politique, économique ou militaire. Toute solution présentant le problème comme étant purement palestinien, pouvant se résoudre dans un cadre purement palestinien, est une solution **capitularde et réformiste.** L'acceptation d'une solution partielle et strictement palestinienne du conflit ne tient aucun compte du lien entre la lutte palestinienne et la lutte dans le monde arabe pris dans son ensemble. Elle relève d'une problématique identique à celle de la majorité de la Résistance, sous la direction d'Al Fatah, lorsqu'elle préconisait, contre vents et marées, avant septembre 1970 (écrasement militaire de la Résistance par l'armée jordanienne) la « non ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes ».

tribune socialiste

Ce que Tribune Socialiste **(n° 601 - 20 décembre 1973) appelle « les offres concrètes proposées par des Etats amis à une nation sœur dans une situation historique favorable » ne sont-elles pas tout simplement une tentative des Etats arabes de se débarrasser d'un problème gênant en faisant accepter par les organisations palestiniennes quelques miettes qui leur permettent de sauver la face ? Car quand les pays arabes se sont-ils réellement préoccupés du sort des Palestiniens sinon pour les massacrer ?**

La révolution palestinienne se bat depuis 1965 pour l'établissement d'un Etat démocratique palestinien, mais on n'en est plus aux déclarations intempestives et inefficaces d'un Choukeiry qui voulait rejeter **« tous les Juifs à la mer ».**

Participer à la conférence de la paix ne signifie pas en arriver dès aujourd'hui à cet Etat ; mais c'est accepter les nouvelles conditions régionales et internationales (reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien) créées par cette guerre ; c'est accepter les offres concrètes proposées par des Etats amis à une nation sœur dans une situation historique favorable.

Cela ne doit empêcher une révolution socialiste et laïque de continuer la lutte, sur d'autres bases qui peuvent se révéler meilleures, contre une **« entité sioniste »** (religieuse et expansionniste), et pour l'intégration dans la région de tous les **« ayant droit »** (les plus récents et les plus anciens) sans barrières discriminatoires historiques, raciales, religieuses ou culturelles.

Deux Etats peuvent cesser le feu, une révolution, non...

Corbeil-Essonnes

"Dynamic" en grève depuis quatre semaines

Dynamic, entreprise située près de Corbeil (Essonnes), spécialisée dans la production de pièces en caoutchouc pour automobiles (sous-traitant de Renault-Cléon...), est en grève illimitée depuis le 10 décembre.

En effet, derrière une façade d'usine neuve, nous travaillons dans des conditions inhumaines. Dans l'atelier du Mélange, nous devons respirer une atmosphère chargée de poussière, de mauvaises odeurs et cela sans ventilation, ni masque. Aux Presses, un seul ouvrier doit s'occuper de quatre à cinq presses.

Récemment, deux accidents se sont produits, deux camarades ont été mutilés, victimes de l'incurie patronale. Dans l'atelier du Mélange, un ouvrier s'est fait broyer la main au malaxage, aux Presses, c'est une camarade qui s'est fait brûler la main.

Comble de mépris, la direction n'a même pas prévu d'infirmerie alors que, pour ses profits, elle nous fait travailler sur des presses de cinquante ans d'âge.

Quant aux salaires, ils sont de 1 250 F par mois pour 46 heures par semaine, auxquels s'ajoute une prime d'assiduité de 0,50 F par heure si, et seulement si, on ne pointe jamais en retard dans la semaine ; cette prime saute donc pour tout retard ou absence, même s'il s'agit de maladie ou d'accident du travail !

Nous sommes donc entrés en lutte contre tout cela. Le 10 décembre, l'équipe du Mélange a débrayé et le 11 nous étions plus de cent cinquante en grève pour plus de sécurité et des salaires décents (1 400 F mensuel et 40 heures par semaine).

Pour toute réponse, le patron envoie des lettres de menace et fait intervenir des sbires musclés afin d'aider les jaunes à forcer les piquets de grève. Quant aux revendications, il fait savoir qu'il est prêt à négocier... après la reprise du travail !

La direction de Dynamic semble compter sur le pourrissement de la lutte.

Les grévistes ont fait appel aux organisations syndicales. Une section CFDT s'est créée. La CGT, quant à elle, a résumé sa position en écrivant : « La CGT ne laissera pas faire chez Dynamic, ce qui s'est passé chez Lip ».

Mais, de toute façon, les grévistes sont bien décidés à poursuivre leur lutte en ce début d'année où ils en sont à leur quatrième semaine de grève.

Correspondant L.O.

Les éboueurs de la CEOM

(Centres de Gennevilliers et de La Garenne-Colombes)

EN GRÈVE

Lundi 31 décembre, à Gennevilliers, les quinze éboueurs de la Société de Georges Debrouchkess « Collecte Evacuation Ordures Ménagères » se mettaient en grève. La période des fêtes de fin d'année est toujours éprouvante pour eux. Aussi le mécontentement a éclaté à ce moment-là. Ils sont allés voir leurs vingt-trois camarades de La Garenne-Colombes employés dans les mêmes conditions qui se sont mis en grève eux aussi, puis ceux de Châtillon, mais d'eux nous n'avons pas de nouvelles.

Des cahiers de revendications ont été rédigés, et ce n'est pas les revendications qui manquent chez Debrouchkess.

Les travailleurs demandent une augmentation de 10 F par jour. Actuellement, ceux de Gennevilliers gagnent 39,50 F par jour, ceux de La Garenne 46 ou 50 F.

A Gennevilliers surtout, les conditions de travail sont déplorables. Le centre est un terrain vague dans la plaine, avec un hangar pour les camions, sans vestiaire ni douche.

Chez Debrouchkess, on travaille six jours par semaine, les jours fériés ne sont pas payés double ; il y a plusieurs primes que le patron supprime comme il veut. Ainsi, à La Garenne, il a supprimé une prime « d'attente » de 130 F par mois parce qu'il avait acheté un nouveau camion.

La paye n'est même pas à date fixe et il n'y a pas de contrat d'embauche.

Samedi 5, la grève continue à Gennevilliers et avec occupation à La Garenne.

Correspondant L.O.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AFRICAINS DANS LES FOYERS

Rue Raymond Losserand (Paris XIVe)

NON AUX EXPULSIONS !

Les travailleurs africains du foyer de la rue Raymond-Losserand refusent depuis neuf mois d'être expulsés sans avoir de garanties sur le logement de tous les locataires dans un foyer correct du même quartier.

Ils viennent de recevoir une « sommation de déguerpir » signée par un huissier qui menace d'envoyer la police s'ils ne « déguerpissent » pas. L'avancement des travaux de rénovation du quartier fait peser une menace qui semble imminente sur le foyer qui n'est plus entouré que de terrains vagues ou d'immeubles en voie de démolition.

Devant ces nouvelles pressions, le Comité de lutte des travailleurs du foyer a expliqué à la population du quartier : *« Notre réponse à cette sommation est claire. Nous luttons pour notre droit à un relogement décent et définitif dans le quatorzième arrondissement que nous habitons depuis dix ans et où nous travaillons. Ce droit est donc indiscutable. Loin de nous laisser intimider par une telle menace, nous sommes plus que jamais décidés à nous défendre, même contre la police. Nous demandons donc aux travailleurs et aux habitants du quartier de soutenir notre lutte qui est celle de toutes les victimes de la « rénovation ».*

Les locataires ont raison de continuer la lutte. C'est seulement ainsi qu'ils peuvent espérer obtenir une solution qui tienne compte de leurs revendications.

Correspondant L.O.

A Bagnolet

LA DIRECTION RECULE

La direction de l'Association des Foyers de la région parisienne, qui gère le foyer africain du 34, rue de l'Egalité, à Bagnolet, a reculé sur pratiquement toutes les revendications des locataires.

Ceux-ci, en grève des loyers depuis un an, avaient été attaqués en justice par la direction de l'Association et quatorze locataires étaient frappés d'une mesure d'expulsion du foyer.

Devant la détermination des locataires, il n'est plus question d'expulsion. Début décembre, la direction est venue au foyer pour s'expliquer devant tous les locataires : l'ancien gérant raciste a été remplacé ; d'ores et déjà deux nouvelles douches ont été installées, l'eau chaude fonctionne normalement ; toutes les chambres sont en train d'être repeintes et, en principe, le revêtement du sol dans les chambres sera posé tout de suite après et la toiture réparée. De plus, les locataires ne paieront que 50 % des arriérés, à partir de la fin de tous les travaux et en six mois.

La direction de l'Association a donc été contrainte de reculer. C'est déjà une victoire. Bien sûr, le foyer, même ainsi aménagé, n'aura rien d'un palace ! D'autre part, la direction parle déjà d'une nouvelle augmentation en 1974 ; les locataires lui ont répondu qu'ils ne l'entendaient pas de cette oreille et refuseraient de payer toute augmentation.

Tout n'est donc pas réglé au 34, rue de l'Egalité. Mais les locataires ont déjà montré qu'ils savaient imposer leurs revendications à la direction.

Correspondant L.O.

Intégration des primes au salaire

pas de notes, pas de primes, intégration de la prime au salaire

● *HOPITAL BROUSSAIS (Paris)*

Beaucoup d'entre nous ont attendu jusqu'au week-end dernier pour pouvoir aller acheter des cadeaux à leurs enfants ou amis grâce à la prime. En effet, ce mois-ci, nous avons touché notre prime de fin d'année ; et suivant la note que nous avons eue, c'est-à-dire suivant notre assiduité, notre ardeur à essayer de faire le travail de deux ou trois agents, suivant que notre tête plaît à notre surveillante ou non, nous avons une prime en conséquence. Ceux qui ont été arrêtés plus d'un mois en maladie ou qui ont été en congé de maternité n'en verront pas la couleur.

La prime et les notes ne sont là que pour faire de nous des agents dociles, acceptant de travailler dans les conditions exécrables que nous impose l'administration.

Nous devons nous battre pour la suppression des notes qui ne sont que brimades et pour l'intégration de la prime au salaire : car l'argent de la prime, nous en avons besoin, et intégralement.

oui pour 200 F, mais tous les mois !

● *SNIAS (Bourges)*

La CGT revendique une prime de 200 F de vie chère. Les révolutionnaires, qui revendiquent depuis longtemps 200 F ou 300 F d'augmentation mensuelle pour tous, ne peuvent que soutenir une telle revendication. Mais pourquoi la CGT limite-t-elle sa revendication à une seule prime de 200 F ? La vie chère, ce n'est pas un mois sur douze, mais tous les mois.

C'est donc 200 F d'augmentation mensuelle qu'il nous faut exiger !

la vie n'est pas chère qu'en décembre

● *CEM (Le Bourget)*

Face aux augmentations du coût de la vie qui aggravent de plus en plus lourdement notre niveau de vie, défendre notre pouvoir d'achat en se battant pour des augmentations de salaire est plus que jamais à l'ordre du jour.

Face à cela, une prime de 200 F pour tous, avant les fêtes, a été demandée. Si un cadeau de 200 F aurait été le bienvenu en cette période, ce n'est pas une prime occasionnelle qui peut vraiment améliorer notre niveau de vie.

C'est tous les mois que nous avons du mal à joindre les deux bouts et c'est tous les jours qu'il nous faut dépenser plus pour acheter ce qui nous est nécessaire pour vivre. Une prime, occasionnelle ou régulière, est toujours une somme d'argent qui peut être remise en question d'un jour à l'autre, et qui ne fait pas partie du salaire de base. Et ces 200 F pour tous, c'est tous les mois qu'il nous les faut, et intégrés au salaire pour qu'ils ne dépendent pas du bon vouloir de la direction.

Guerre au racisme

les assassins courent toujours

● *SECURITE SOCIALE (Bourges)*

Le racisme continue à tuer. Le dernier attentat en date étant celui de Marseille qui fit quatre morts et seize blessés. Depuis le début de l'année, plus d'une vingtaine de travailleurs immigrés ont été assassinés. Et TOUS les assassins, sans exception, courent toujours.

A Bourges, la presse locale avait annoncé que l'enquête sur l'attentat du 18 novembre était sur le point d'aboutir. Un mois s'est écoulé, et depuis plus rien.

Les crapules racistes ont donc toutes les raisons de se sentir protégées. Il faut dire, d'ailleurs, que la police elle-même a la gâchette facile face aux immigrés, c'est le moins qu'on puisse dire.

Les travailleurs ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes pour que ces actes odieux ne restent pas impunis.

FRANÇAIS, IMMIGRES :
MEME PATRON, MEME COMBAT !
GUERRE AU RACISME !

raciste et ridicule

● *FOSSE DECHY (Nord)*

Certains ouvriers et agents de maîtrise français se permettent des réflexions racistes vis-à-vis des camarades marocains.

Par là, ils se font, volontairement ou non, les complices de ceux qui divisent la classe ouvrière et assassinent les travailleurs arabes.

Et quand ces réflexions racistes sont le fait de travailleurs qui sont, eux, en France depuis quelques dizaines d'années seulement, leur ridicule ne masque pas leur ignominie.

Comme pour ce moniteur des voies, italien, qui accuse les camarades marocains de « venir manger le pain des Français » !

Que nous soyons français ou immigrés, polonais, italiens, algériens, marocains ou de toute autre nationalité, nous appartenons à la même classe ouvrière, et nous avons les mêmes intérêts.

C'est pour cela que le racisme, même en parole, ne peut être que le fait des ennemis des travailleurs.

Économisons... notre énergie

oui, il faut économiser... notre énergie

● *HOPITAL BROUSSAIS (Paris)*

Dans une note de service datée de quinze jours, l'économe nous demande de réduire les dépenses d'énergie.

C'est ainsi que nous sommes invités à ne pas laisser les fenêtres ouvertes, à ne pas faire de courants d'air, à ne pas oublier d'éteindre les lampes électriques inutiles dans la journée, à ne pas brancher trop en avance les chariots chauffants (quand ils fonctionnent !), etc. Tout cela, bien sûr, dans « les limites du bien-être des malades » !

L'administration prend tous les prétextes pour nous faire faire des économies car, Messmer l'avouait récemment, il n'y a aucune pénurie... L'administration s'est emparée de la dernière campagne d'intoxication gouvernementale pour nous faire participer et compatir à la pénurie de l'hôpital.

C'est sans doute par oubli malencontreux que la circulaire ne précise pas que nous devons également économiser de l'énergie... en refusant de courir, de faire le travail de plusieurs. Cette énergie-là nous est pourtant précieuse, et l'administration ne peut pas prendre prétexte d'une prétendue pénurie de pétrole pour justifier le manque de personnel.

Usine : danger

un incident qui aurait pu avoir des conséquences très graves

● *LEROY-SOMER (Angoulême)*

Il y a quelque temps, un ouvrier de la Sous-Pression a failli se faire prendre un bras dans le moule d'une machine qui s'était refermé brutalement sans qu'il ait appuyé sur les deux boutons qui commandent normalement la fermeture.

A quelques secondes près, l'ouvrier travaillant dessus aurait pu être horriblement broyé, d'autant plus qu'il arrive parfois que des travailleurs doivent passer la tête pour nettoyer ou vérifier la machine.

Après cet incident, dû sans doute à un court-circuit, la direction a fait installer une sécurité, mais pas sur la douzaine d'autres machines du même type. Ce qui veut dire qu'un tel accident peut se reproduire n'importe quand.

C'est notre vie qui est en jeu. Nous ne devons pas accepter de travailler tant que les sécurités n'auront pas été installées.

pour leurs profits

● *POINTERIE (Vierzon)*

Récemment, un accident très grave a eu lieu derrière le treillis soudé. Un panneau d'une tonne s'est écrasé sur un de nos camarades, qui restera mutilé à vie.

Chacun sait qu'à la Pointerie, les conditions de travail et de sécurité sont d'un autre âge. Et c'est miracle que les accidents ne soient pas plus nombreux.

La direction, pour le cas présent, n'a pas prévu la fourniture d'attaches automatiques, qui ne céderaient pas. L'attache de fil de fer s'est défaite peu à peu, pour céder au moment où notre camarade passait dessous.

Notre patron peut toujours venir jouer les bons pères de famille aux arbres de Noël de l'entreprise ; il ferait mieux d'appliquer une politique de sécurité qui permette d'éviter que certains enfants ne se retrouvent soit orphelins, soit avec un père handicapé à vie.

cage... danger !

● *FOSSE DECHY (Nord)*

Vendredi dernier, la cage a arraché le guidage et s'est bloquée un peu au-dessous de 500.

Heureusement, ce n'était que du matériel que les hommes d'about dévalaient à ce moment-là.

Mais cet accident aurait très bien pu se produire la cage pleine d'ouvriers et alors les conséquences auraient pu être beaucoup plus graves.

Depuis des années, le puits nécessite une révision complète : le guidage n'est plus droit et se resserre, les moises sont pourries à tel point que la cage doit ralentir entre 550 et 600.

La semaine dernière, il s'en est fallu de peu pour qu'un grave accident se produise. Est-ce que les Houillères attendent des blessés et des morts pour prendre des mesures sérieuses ?

Mais il est certain que si personne ne voulait plus dévaler dans ce futur cercueil, les Houillères trouveraient bien rapidement une solution.

A nous de nous organiser pour cela.

Mesquinerie et ridicule...

carotte l'Oréal

● *L'OREAL (Aulnay-sous-Bois)*

Pour ceux qui n'ont pas fait grève le 6 décembre, la direction avait réservé une petite surprise.

Non pas l'augmentation qui s'impose en cette période de hausse des prix et pour laquelle nous débrayons. Pour l'avoir, venir travailler le 6 n'était certainement pas le meilleur moyen.

Ce jour-là, la direction a royalement fait cadeau... du repas de midi.

Une version améliorée et bien méprisante du vieux système de la carotte, qui s'est révélée bien peu efficace.

merci patron

Le Père Noël existe.

Il pense chaque fin d'année à nos petits souliers d'ouvriers de l'Oréal. Cette année comme les autres nous aurons notre bouteille d'eau de Cologne pour nous consoler d'avoir passé onze mois à l'usine et nous encourager à recommencer.

Merci patron, nous vous sommes infiniment reconnaissants de nous donner un de ces produits que nous fabriquons à la tonne tous les jours.

Mais 75 centilitres d'eau de Cologne, c'est bien peu pour effacer tout ce qu'on en sue toute la journée.

Danzas (bd Poniatowsky - Paris)

La loi sur les licenciements devant la cour d'appel

LE juge des référés, nous l'avions rapporté (cf. **LO** n° 276), avait donné raison à quatre camarades licenciés. Il avait jugé que la faute de procédure commise par le patron (le non-respect du jour franc entre l'entrevue de « conciliation » et l'envoi des lettres de licenciement) entraînait l'annulation des licenciements.

Résultat : le patron devait recommencer les procédures et, surtout, payer intégralement à nos camarades leurs salaires, depuis leur mise à la porte abusive jusqu'à leur nouveau licenciement.

Eh bien, il a bien recommencé les procédures... mais il n'a rien payé. En effet, il fait appel contre l'ordonnance de référé. Nos camarades vont donc maintenant — en même temps qu'ils attaquent en Prud'hommes la direction sur le fond — aller en cour d'appel.

En fait, le patron s'est senti soutenu... par les ambiguïtés mêmes de la fameuse loi de juillet dernier sur les licenciements. Ambiguïtés que **Le Monde** (dans un article du respectable professeur de Droit du travail, M. Dupeyroux), suite à l'ordonnance de référé sur Danzas, relevait dans un article intitulé : **« La première décision judiciaire relative à la loi de 1973 ne lève pas les ambiguïtés d'un texte compliqué ».** Mais il en ressortait que ce serait le juge des référés qui aurait tiré un peu trop les nouveaux textes... dans le sens des travailleurs. Et **Le Monde** d'estimer — faisant écho à l'avocat du patron — qu'une amende d'un mois de salaire à verser à chaque licencié eût amplement suffi. Et de conclure même qu'il y avait plus souhaitable encore : **« Etait-il bien utile, vraiment, que le juge des référés se déclare compétent ? ».** C'était, là aussi, les positions mêmes de l'avocat patronal.

On comprend que le patron se soit senti à l'aise pour attaquer en appel : la nouvelle loi, le professeur Dupeyroux le rappelait cyniquement, étant, comme l'ancienne, savamment étudiée pour être contournée. D'autant plus qu'il s'agit d'une « première » : aucun jugement n'a encore eu lieu sur les modalités d'application de cette loi du 13 juillet 1973.

Justement, ce qui incite le patron à aller plus loin, ce qui fait frémir l'auteur de l'article du **Monde,** c'est que l'ordonnance rendue en référé constitue une première jurisprudence très gênante. Elle institutionnalise le fait qu'une faute de procédure, au lieu d'entraîner une simple amende, comme le voudraient les patrons, entraîne la nullité totale du licenciement. Et cela, qui plus est, sans attendre des mois en justice, sans les frais qui en découlent : par simple référé. C'est, sur le plan juridique du moins, un précédent important en faveur des travailleurs.

Alors, effectivement, on pourrait dire que la loi de juillet, ainsi appliquée, a changé un peu les choses. C'est ce qu'a pensé le juge des référés, se disant que sinon on voit mal ce qu'apporte de nouveau cette loi par rapport à l'ancienne. Et c'est ce que ne peut pas admettre le patron (et **Le Monde** ?).

D'ores et déjà, le fait même qu'ils puissent voir dans la position du juge des référés une interprétation abusive de la loi en faveur des travailleurs... prouve bien que cette loi est volontairement vague et imprécise sur les garanties du travailleur licencié ou menacé de l'être.

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : le patron n'aura pas la joie de voir nos camarades abandonner. Ils sont bien décidés, et nous tous avec eux ici, à aller jusqu'au bout, jusqu'en cassation même si nécessaire. Certes, et on voit que le patron sait s'en servir, les longueurs, les complexités et la cherté de la justice bourgeoise jouent pour lui. Mais le jeu en vaut la chandelle : c'est la loi de juillet dernier elle-même qui va comparaître devant la cour d'appel.

Correspondant L.O.

NORMACEM (Lyon)

GRÈVE AVEC OCCUPATION

Le vendredi 21 décembre, la direction de la CEM affichait une note annonçant qu'elle accordait une prime exceptionnelle de fin d'année de 200 francs à... soixante-quatre travailleurs sur deux mille deux cents. Pour les autres : rien.

Presque aussitôt, les femmes de l'atelier BMM cessèrent le travail et firent le tour d'autres ateliers pour faire savoir qu'elles n'étaient pas prêtes à laisser la direction faire son coup sans réagir : tout le monde avait droit à cette prime de 200 F !

Le patron espérait peut-être que les fêtes de Noël allaient faire tomber le mécontentement : au contraire, le mercredi 26, dès la prise de poste, les femmes de BMM décidèrent de ne pas prendre le travail. En groupe, elles refirent le tour de tous les autres ateliers, entraînant derrière elles près de 90 % des travailleurs.

Finalement, tout le monde se retrouva dans la cour où, après quelques discussions, on décida de monter occuper les bureaux : tout le monde se casa tant bien que mal dans le bureau du chef du personnel et dans celui du chef de production. L'occupation dura jusqu'au soir, sans interruption : on se contenta de casse-croûte à midi.

Le lendemain jeudi, tout se passa de la même manière : tout le monde se retrouva dans la cour à la prise de poste ; là encore, il fut décidé de réoccuper les bureaux. Mais, cette fois, la direction avait pris ses précautions : elle avait fait barricader les portes de l'intérieur. Cela ne nous arrêta pas : nous faisons sauter une des portes et nous réoccupons les bureaux jusqu'au soir.

Le vendredi, ce fut un atelier qui fut choisi pour être occupé par les grévistes. En assemblée générale, il fut décidé d'ajouter, aux 200 F de prime, les revendications suivantes : réduction du temps de travail d'une demi-heure par semaine (promise depuis longtemps par la direction) et transport gratuit sur le lieu de travail. La majorité se prononça également pour suspendre momentanément la grève : le lundi 31 et le mercredi 2 n'auraient lieu que des débrayages car, pour que la journée fériée de mardi soit payée, il fallait qu'elle soit suivie et précédée d'une journée de travail.

Mais, même si la grève est interrompue, tout le monde est bien décidé à reprendre l'action dès jeudi. La preuve en est que, ce lundi 31, ce sont encore près de 90 % des ateliers qui débrayèrent une heure le matin et une heure l'après-midi, défilant au coude à coude dans l'usine en chantant et en criant des slogans tels que : « pas de pognon, pas de production ».

Correspondant L.O.

P.T.T.

Faire prendre des vessies pour des lanternes

Depuis quelque temps, l'administration lance à coups de panneaux publicitaires et d'affichettes, une campagne de recrutement pour les bureaux de poste et les Chèques postaux.

On peut y lire : « Faites carrière dans les PTT. 15.000 emplois offerts chaque année. Un métier vivant, un emploi stable. »

C'est vraiment se moquer des travailleurs des PTT et tout particulièrement des employées des Chèques.

L'administration n'a-t-elle pas annoncé, il y a quelques mois, son intention de supprimer quatre mille sept cents emplois. En réalité, six mille suppressions d'emploi auront lieu sous forme de licenciements plus ou moins déguisés de titulaires et d'auxiliaires, licenciements déjà en cours.

Quant au large appel à un personnel jeune et qualifié, les PTT embauchent actuellement des auxiliaires sous contrat de trois mois, renouvelable si l'administration le veut bien, sous-rémunérés, sans formation, sans qualification. Personnel qui sera licencié dès la fin de la mise en électronique des centres de Chèques postaux.

Quant à l'embauche de personnel titulaire et aux possibilités de promotion dont se gargarisent tant les PTT, parlons-en !

Il existe de moins en moins de concours, au nombre de places toujours plus restreint. D'autre part, cette prétendue promotion interne active est également freinée par tout un attirail répressif tels que les procès-verbaux, les notations et autres sanctions...

Ajoutons que certaines employées, à qui l'administration avait demandé de glisser cette publicité sous enveloppe en plus de leur travail, ont refusé de le faire pour protester contre le caractère mensonger de ce texte. Les sanctions vont paraît-il pleuvoir ! C'est beau l'ambiance PTT !

Correspondant L.O.

Les contrats de trois mois : la continuelle course à l'embauche pour les travailleurs des PTT. (Ph. L.O.)

livres

QUESTIONS SUR LA RÉVOLUTION

par ALAIN KRIVINE

EN trois cents pages et quinze chapitres, Alain Krivine présente l'ensemble des analyses, de l'action, des perspectives et des positions qui furent successivement celles du PCI, de la JCR, de la Ligue Communiste et sont maintenant celles de Rouge.

Il n'y a là rien de très nouveau, et rien que nous n'ayons déjà pu lire dans Rouge **ces dernières années. Mais ce qui fait le capital politique de la section française de la Quatrième Internationale (Secrétariat Unifié) est résumé là d'une manière systématique et dans un style direct, concis et populaire, évitant tout jargon, pour donner sur chaque sujet, en quelques lignes ou au plus en quelques paragraphes, la position fondamentale des camarades de Rouge. Et, du coup, les grandes lignes de la politique de Rouge sautent aux yeux... et l'opportunisme qui en est la marque apparaît d'une manière éclatante.**

Le militant de Lutte Ouvrière s'amusera fort du portrait-robot que le leader de l'ex-Ligue Communiste fait de notre tendance et de ses membres. Il apprendra ainsi que nous sommes « obsédés par la crainte des petits-bourgeois », **que notre base théorique est** « hyperdogmatique » **(reproche qui ne peut sûrement pas être fait à Krivine et à ses camarades), que** « la fête de LO, les élections et la feuille de boîte » **sont nos trois activités** « quoi qu'il arrive », **etc. Savez-vous pourquoi, par exemple, les militants de LO vendent leur presse ou distribuent leurs tracts à 6 heures du matin devant les usines ? Sans doute êtes-vous tentés de répondre, comme le ferait n'importe qui, que c'est tout simplement parce que c'est à cette heure que les travailleurs rentrent au travail ! Eh bien, pour Krivine, ce n'est pas ça du tout. C'est pour** « désembourgeoiser l'étudiant » **et le** « soumettre à des épreuves de prolétarisation »...

Quant à notre hebdomadaire et nos feuilles d'entreprise, elles sont « apolitiques ». **Ainsi, nous ne parlerions pas du Vietnam parce que** « les travailleurs ne s'intéressent pas au Vietnam ». **Nous proposons donc — histoire de rire un peu — une petite épreuve à Krivine et aux camarades de Rouge. Prenons une entreprise quelconque sur laquelle paraissent à la fois un bulletin** Lutte Ouvrière **et une** Taupe Rouge **et voyons, sur un laps de temps assez grand, plusieurs années par exemple, combien de fois, les uns et les autres, nous nous sommes adressés aux travailleurs pour leur parler du Vietnam. Ou encore, combien de fois, dans les trois derniers mois, les uns et les autres nous avons abordé dans notre presse d'entreprise le problème du Chili. Nous pourrions publier les résultats dans nos deux hebdomadaires ou en annexe à la prochaine édition du livre de Krivine. Nous sommes sûrs que les camarades de Rouge auraient quelques surprises et que, si c'est là un critère, la plus « apolitique » des deux tendances n'est pas celle qu'ils pensent. Chiche !**

Mais le plus intéressant — si l'on ose dire — du livre d'Alain Krivine n'est évidemment pas le jugement qu'il porte sur LO mais de voir exposer et résumer en trois cents pages toute la politique opportuniste de Rouge et, par-delà, du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale.

Krivine aborde-t-il, par exemple, le problème de Cuba ? C'est pour déplorer que les dirigeants cubains ne comprennent pas « ce qui s'était passé et se passait dans le mouvement communiste international ». **Ce qui irrite Krivine, quand il voit** « Brejnev et Kossyguine encensés à Cuba », **c'est qu'il sait que les dirigeants cubains n'en croient pas un mot et que ce n'est pas** « une façon d'éduquer les travailleurs ».

Ainsi le Secrétariat Unifié, après avoir, en l'absence d'un mouvement révolutionnaire prolétarien, décrété que le rôle de celui-ci pouvait être rempli par des directions politiques nationalistes petites-bourgeoises appuyées sur des mouvements paysans, décrète maintenant que c'est à ces mêmes directions « d'éduquer les travailleurs ». **Sur les tâches qu'elles sont censées avoir accomplies en leur lieu et place sans doute ?**

Et n'est-ce pas une bien curieuse méthode que celle de Krivine qui est d'analyser Castro et sa politique comme s'il s'agissait d'un individu isolé, d'un militant qui fait des erreurs, d'un leader de groupuscule sans assise sociale, et non du chef d'un gouvernement dont la politique ne s'explique que par les couches sociales sur lesquelles il s'appuie et dont il représente les intérêts ? Est-ce là une analyse marxiste ? Et qui, en la circonstance, a une position apolitique, athéorique... et absurde ? Et qui se moque pas mal des idées révolutionnaires avec pour seule préoccupation celle de justifier a posteriori **la politique du Secrétariat Unifié vis-à-vis de Cuba ? Une politique qui a consisté, en flattant Castro, à tenter d'accrocher le wagon du SU à Cuba, après l'avoir tenté de même avec Tito ou Ben Bella. Une politique qui a aujourd'hui démontré, comme avec Tito ou Ben Bella d'ailleurs, qu'elle a fait complètement faillite, une politique pourtant que, infatigables, le SU et Rouge poursuivent aujourd'hui envers le FNL sud-vietnamien ou le GRUNK cambodgien.**

Krivine aborde-t-il le problème des syndicats et de l'attitude des révolutionnaires vis-à-vis de ceux-ci ? C'est pour affirmer que lui et ses camarades sont « contre la constitution de fractions politiques autour des militants de chaque parti ». **Krivine lui-même sait bien qu'il est parfaitement normal que les militants d'un même parti défendent les mêmes positions dans le syndicat, c'est-à-dire agissent en fait comme une fraction. Il le dit lui-même un peu plus loin. Krivine sait bien que l'interdiction des fractions à la CGT ou à la CFDT n'est qu'un prétexte pour la fraction dirigeante actuelle d'éliminer toute opposition. Il le dit aussi un peu plus loin. Mais par de semblables déclarations, les camarades de Rouge tentent de gagner les bonnes grâces de la CGT ou surtout de la CFDT. Ce n'est pas seulement une erreur de taille, car aucun bureaucrate ne leur en sera reconnaissant et ils n'éviteront pas les coups. C'est aussi et surtout, au lieu de contribuer à clarifier les principes d'une véritable démocratie ouvrière, une des tâches essentielles des révolutionnaires aujourd'hui en France, contribuer au contraire à les obscurcir.**

Krivine aborde-t-il les questions de l'armée ? C'est pour nous livrer, au détour d'un paragraphe, cette surprenante déclaration : « L'armée et la nation — deux mondes à part — mais la première doit défendre la deuxième, non seulement les intérêts de ceux qui la gouvernent ». **Ne croirait-on pas entendre Marchais ou Rocard ? Mais, pour un marxiste, l'armée est toujours une armée de classe et, derrière le concept de nation, se dissimule purement et simplement la domination de la bourgeoisie. Et le rôle des socialistes révolutionnaires n'est pas d'émettre des vœux pieux sur l'armée idéale, attitude que nous laissons aux soi-disant socialistes petits-bourgeois humanitaires, mais d'expliquer inlassablement que l'armée de la bourgeoisie doit être détruite. Pourtant, nous voyons fort bien comment une telle position peut déboucher, alors que des centaines de milliers de jeunes se mobilisent contre l'armée, sur le refus de lutter contre le service militaire mais seulement pour son « amélioration » (réduction de la durée, obtention de quelques droits démocratiques pour les soldats, etc.).**

Quand on referme le livre d'Alain Krivine, on ne peut se défendre du sentiment qu'il faudrait bien peu de chose pour que Rouge prenne tout simplement la place politique qu'occupe actuellement le PSU. Il suffirait même, sans doute, que celui-ci décide de se fondre définitivement dans le Parti Socialiste. La direction de Rouge semble en tout cas être prête à une telle éventualité. Le livre de Krivine en fait foi. Il n'y manque rien. Même pas un discret appel aux « chrétiens de gauche », dont il loue hautement l'attitude progressive et la « radicalisation ». Et « puisqu'on peut comprendre ainsi que, pendant toute une période, le mao-populisme a plus tenté ces milieux que le trotskysme « figé, rigide, autoritaire », **ne peut-on pas comprendre que maintenant l'heure du trotskysme (entendons par là de Rouge) est venue de conquérir à son tour ces milieux ?**

De Castro aux chrétiens de gauche, Krivine et la Quatrième Internationale ne négligent aucun effort pour gagner à eux le plus de monde possible (quant à savoir avec quel succès, cela est évidemment une autre question). Il n'y a qu'un seul milieu qui ne semble pas préoccuper outre mesure Krivine : c'est la classe ouvrière elle-même. Bien plus, c'est la seule direction dans laquelle il nous invite à aller avec prudence et à propos de laquelle se trouve une mise en garde explicite : « La classe ouvrière directement exploitée est la seule classe qui en tant que telle a intérêt au socialisme... Mais toutes ces constatations ne suffisent pas tant que les travailleurs eux-mêmes n'en ont pas conscience, et c'est ici qu'il faut crier halte à l'ouvriérisme ».

Que Krivine se rassure, son livre le montre, c'est un travers qui ne menace nullement la direction de Rouge... Hélas !

Jacques MORAND.

Questions sur la révolution, par Alain Krivine - Edition Stock - 22 F.

De l'encensement des directions nationalistes du Tiers Monde...

ligue communiste

section française de la IVème Internationale

pour une CFDT de «lutte de classe»

...au suivisme vis-à-vis des bureaucraties syndicales...

...en passant par l'alignement sur les mots d'ordre du milieu lycéen, un même fil conducteur : l'opportunisme (Ph. LO)

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

Giovanni Germanetto

VINGT CINQ ANNEES DE LUTTE D'UN REVOLUTIONNAIRE ITALIEN

RÉSUMÉ

Les Souvenirs d'un perruquier, **édités pour la première fois en 1930, relatent la vie de l'auteur, militant socialiste du début du siècle, qui contribua à la naissance du Parti Communiste d'Italie.**

Infirme d'une jambe, Germanetto doit se résigner à la carrière de barbier. Mais c'est dans cette boutique de coiffeur qu'il assiste à de vives discussions politiques et se range d'emblée du côté socialiste. Il devient propagandiste des jeunesses socialistes dans les villages de la région.

Après quelques déboires avec la police, Germanetto trouve du travail à Turin. Les coiffeurs sont très peu organisés et notre militant socialiste entreprend de se faire respecter par la clientèle. Il réussit finalement à monter une union professionnelle des coiffeurs qui organise la grève. Elle est en partie victorieuse. N'ayant plus de travail à Turin, Germanetto trouve une place chez un coiffeur clérical de Fossano. Très vite la boutique se transforme en un véritable club politique. Germanetto et quelques ouvriers qui l'ont rejoint fondent une section socialiste qui décide d'organiser des meetings dans les villages voisins.

Peu à peu ils parviennent à organiser un syndicat du bâtiment, des métaux, du textile, des cordonniers, des ouvriers du livre et ils créent une Chambre du Travail. Dans les prisons, une grève « des bras croisés » permet aux prisonniers d'arracher des salaires identiques à ceux des travailleurs libres.

La Première Guerre mondiale éclate bientôt.

Tandis que Germanetto milite dans les rangs du PSI, les mouvements ouvriers se développent. C'est ainsi qu'il assiste au soulèvement de Turin.

Puis il participe au Congrès du Parti Socialiste à Florence, où il se rend compte des faiblesses de ce parti.

C'est alors qu'éclate la révolution russe qui, d'emblée, attire la sympathie des travailleurs. Quelque temps plus tard, l'armistice est enfin signé. Mais si les affres de la guerre s'éloignent, le combat pour la libération sociale, lui, restait encore à mener.

(17)

XXI

BARBE-DE-CUIVRE

Notre mainmise légale sur le club, que nous avions transformé en Chambre du travail, exaspérait la presse locale. Comment, au centre même de la ville, dans un magnifique local, par suite de la faiblesse de braves gens, un foyer de sédition s'était installé ! Que faisaient donc les autorités ?

Les autorités ? Où étaient-elles, en effet, à cette époque ?

Les trois feuilles locales — celle des démocrates-chrétiens, celle des cléricaux et celle des libéraux-démocrates — ramenaient sans cesse la question sur le tapis, mais il était difficile de nous déloger de force. Le clergé, furieux, usa alors de son arme favorite, la calomnie, qu'il mit en œuvre contre moi. Il faut, se disait-on, discréditer aux yeux de la population ce maudit barbier et ses amis. Et l'on eut recours... à la littérature.

Un des journaux locaux commença la publication en feuilletons d'un roman sous le titre ronflant : **la Cité du soleil** (1). Le héros en était un certain « Barbe-de-Cuivre », qui, physiquement, me ressemblait comme un frère. Le clergé, on le sait, possède au suprême degré l'art de la diffamation par insinuation. Il était difficile de nous atteindre directement. Chose extrêmement rare dans le mouvement socialiste italien d'alors, les membres de notre section étaient exclusivement des ouvriers ; le seul intellectuel était un médecin ; il n'y avait même pas, ce qui paraîtra incroyable, un seul avocat. Nous ne prêtions guère le flanc à la critique. Mais les ratichons ont plus d'un tour dans leur sac, et ils trouvèrent le moyen de nous vilipender. La ville décrite sous le nom de « cité du soleil » était évidemment Fossano. Barbe-de-Cuivre, c'était moi, dont la barbe avait alors la couleur que revêtent les casseroles des ménagères de Fossano la veille de la fête patronale, lorsqu'on frotte les planchers et la vaisselle et qu'on débarbouille les moutards.

Voici quelques extraits du fameux roman :

« Le cabinet de Barbe-de-Cuivre : une grande table, encombrée de papiers, une bibliothèque avec les œuvres de Marx et d'écrivains du même genre ; aux murs, les portraits de Marx, d'Engels, de Turati et d'autres saints du socialisme ; de riches tapis veloutés de couleur rouge, le téléphone, un fauteuil incrusté d'or, de lourdes portières de soie.

« Barbe-de-Cuivre, dans son fauteuil, un cigare parfumé à la bouche, suit d'un regard pensif les volutes capricieuses de la fumée. Il est richement habillé ; une lourde chaîne d'or barre son gilet ; ses doigts sont cerclés de bagues...

« Barbe-de-Cuivre est de haute taille, maigre, les yeux sombres, la chevelure noire ; sa barbe est couleur de cuivre. Comme il boite, il s'appuie en marchant sur une canne à pommeau d'or artistement travaillée.

« En ce moment, Barbe-de-Cuivre sourit : dans la pénombre de cet intérieur tranquille, les doux rêves viennent d'eux-mêmes. Soudain on frappe à la porte.

« Entrez, crie Barbe-de-Cuivre.

« Un petit homme maigre apparaît.

« — Camarade, dit le petit homme, c'est une délégation d'ouvriers. Est-ce que je peux les introduire ?

« — Tu leur as demandé ce qu'ils veulent ? Non ? Imbécile, tu n'en fais jamais d'autres !... Amène-les, mais qu'ils commencent par bien s'essuyer les pieds, et préviens-les qu'ils ne crachent pas sur les tapis ; ces cochons-là ont toujours un mégot à la bouche.

« La délégation entra. C'étaient cinq ouvriers maigres, sales, aux vêtements dépenaillés. Quelle différence entre eux et Barbe-de-Cuivre !

« — Qu'est-ce que vous voulez ? demande Barbe-de-Cuivre, sans répondre à leur salut et sans les inviter à s'asseoir.

« Les ouvriers, tournant leurs chapeaux entre leurs mains, ne savent comment commencer.

« — Allons, vivement ! j'ai autre chose à faire.

« — Voilà, dit l'un d'eux, nous sommes des camarades... A la fabrique on est mal payés. Nous sommes venus vous demander de nous aider, de nous composer un papier où...

« — Suffit ! j'ai compris. Combien êtes-vous ?

« — Cinq cent soixante, et on est dans la misère. Si vous nous aidez...

« — Vous êtes dans la misère parce que vous êtes des andouilles. Ça va : donnez-moi dix mille lires et je vous préparerai votre papier, je prononcerai un discours, en un mot je ferai ce qu'il faut. Naturellement, lors des élections vous voterez pour moi...

« — Oui, mais comment trouver dix mille lires ? firent les ouvriers atterrés.

« — Vous vous cotiserez. Dix mille lires : une bagatelle ! J'obtiendrai pour vous une augmentation de trois lires par jour. Vous êtes cinq cent soixante. Trois par cinq cent soixante, cela fait mille six cent quatre vingts lires par jour et, par an, plus d'un demi-million. Décidez : c'est oui ou c'est non ?

« Barbe-de-Cuivre se mit à jouer avec un canif de nacre incrusté d'or.

« — Entendu, dirent les ouvriers ; dimanche, nous vous apporterons un acompte.

« Et ils sortirent avec un profond salut.

« Satisfait, Barbe-de-Cuivre se frotta joyeusement les mains, puis il écrivit quelques lignes sur un élégant papier et frappa avec un martelet d'argent sur un timbre. Le petit homme entra :

« — Porte cette lettre à destination...

« C'est la nuit. Les rues sont désertes. D'un pas lent et inégal un homme de haute taille va par le boulevard. Arrivé à l'endroit le plus sombre, il s'arrête, regarde soupçonneusement autour de lui, puis tire de sa poche une clé, ouvre une petite porte masquée par la verdure et la referme rapidement derrière lui. Arrivé au haut d'un escalier, il ouvre une seconde porte, allume l'électricité et enlève un foulard qui lui cachait à moitié le visage.

« C'est Barbe-de-Cuivre. Il se déshabille et met un pyjama de soie. Il s'assied. La pièce dans laquelle il se trouve est luxueusement meublée : une alcôve, des divans, des tapis, des statues, des glaces, des tableaux frivoles. Une lumière douce tombe d'une lampe voilée ; une odeur exquise, enivrante emplit la chambre. Barbe-de-Cuivre regarde avec impatience la pendule et prête l'oreille à chaque bruit du dehors. Le temps passe. Nerveusement, Barbe-de-Cuivre jette son cigare à moitié consumé et en allume un autre. Tout à coup il sursaute. En bas, la porte a claqué ; un bruit de pas... Une femme entre, enveloppée de fourrures.

« — Bonsoir, chérie !

« Barbe-de-Cuivre veut l'embrasser, mais elle le repousse.

« — Laisse-moi, j'ai la migraine.

« Elle enlève son manteau et s'assied.

« — Donne-moi une cigarette et un verre de porto.

« Barbe-de-Cuivre est tendre, prévenant.

«— Sais-tu ce que j'ai vu aujourd'hui à Turin ? A propos, tu m'envoies me promener à Turin avec cinq cents misérables lires : tu devrais avoir honte ! J'ai

FEUILLETON

vu là-bas un manteau merveilleux, qui ne coûte que quinze mille lires. J'ai décidé de l'acheter. Tu me donneras l'argent nécessaire, n'est-ce pas ? D'ailleurs si tu ne le fais pas, je l'achèterai quand même.

« — Comment cela ? demande Barbe-de-Cuivre, troublé.

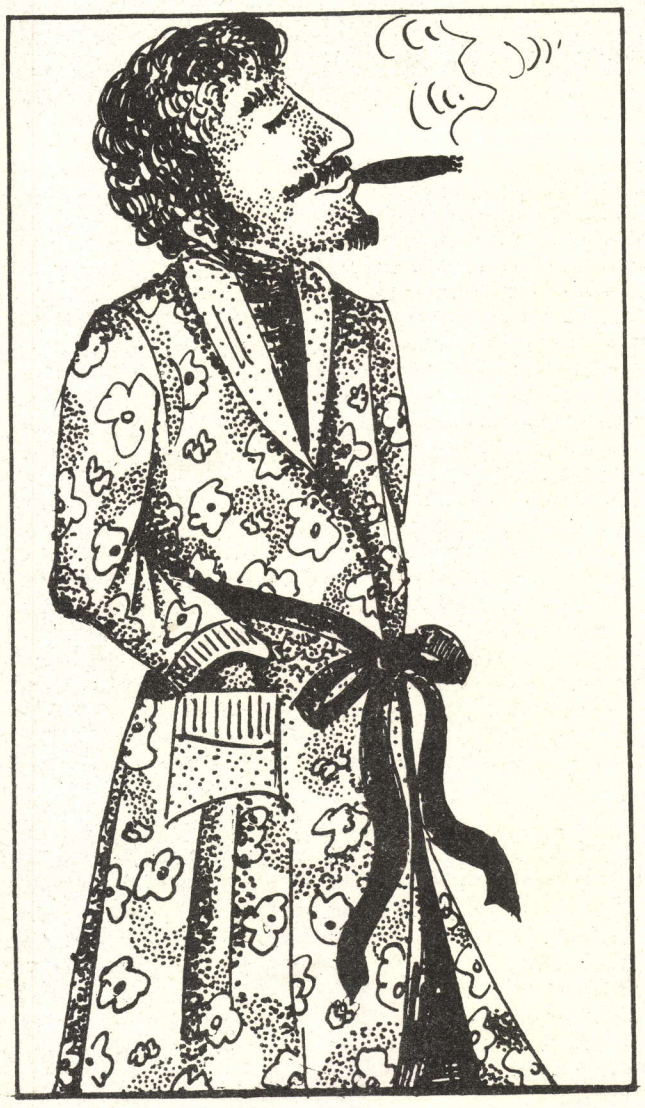
« — Je n'ai qu'un mot à dire... Si je ne t'aimais pas tant, le manteau serait déjà sur moi. Mais tu me l'achèteras, n'est-ce pas ? Tu verras, tu seras fier de ta Nini...

« Et elle l'embrasse.

» — Tu me l'achèteras, dis ?

« — Oui, mon amour.

« La lumière s'éteint... Des bruits de baisers, des soupirs...



« ...Au meeting, Barbe-de-Cuivre fit un brillant discours :

« — Ouvriers, alors que vous peinez dix heures par jour pour un morceau de pain, la bourgeoisie s'empiffre, se gorge d'or. Vous n'avez pas de chaussures pour vos enfants, mais les bourgeois couvrent leurs femmes de perles et de diamants... Paysans, sous un soleil de plomb, vous moissonnez les champs que vous avez arrosés de vos sueurs. Et vos maîtres, avec les richesses que vous retirez pour eux de la terre, donnent des bals fastueux et vont à Monte-Carlo, où ils dépensent dans des orgies le fruit de votre labeur. La seule fois que ces messieurs se sont occupés de vous, ouvriers et paysans, c'est lorsqu'il leur a fallu vous envoyer à la guerre.

« — A bas les oppresseurs ! Vive la révolution !

« Souriant, Barbe-de-Cuivre descend de la tribune dans un vacarme d'applaudissements et de vivats... »

Le roman continua sur ce ton pendant plusieurs semaines. On cherchait manifestement à me compromettre ainsi que mes camarades. Malgré le dégoût que nous inspirait cette ignoble campagne, il fallait réagir. Nous songeâmes d'abord à poursuivre l'auteur pour diffamation, mais il s'avéra qu'au point de vue juridique il n'y avait pas matière à poursuites. J'écrivis alors au président du parti **popolari** (2), à qui appartenait la feuille publiant le roman, une lettre ouverte, dans laquelle je le sommais d'apporter des faits précis et d'en prendre la responsabilité. Ma lettre resta sans réponse, mais le ton du roman changea quelque peu. J'écrivis alors au propriétaire du journal une nouvelle lettre ouverte ainsi conçue :

« Je n'ai pas reçu de réponse à ma lettre. Vous ne pouvez nier qu'elle vous soit parvenue, car j'ai un accusé de réception. Si, dans dix jours, vous n'assumez pas votre responsabilité comme je l'ai indiqué dans ma dernière lettre, j'aurai le droit de vous considérer comme un fripon, un coquin et un vulgaire diffamateur. »

Le propriétaire du journal, avocat, **cavaliere** et catholique militant, encaissa ces qualificatifs sans riposter. Mais la publication du roman fut interrompue, quoique le dernier feuilleton portât la mention : « A suivre ».

Le surnom de « Barbe-de-Cuivre » me resta. Je le pris comme pseudonyme littéraire. Dès lors mes camarades et même mes parents prirent l'habitude de m'appeler « Barbe-de-Cuivre ».

XXII

DES ELECTIONS ET DE QUELQUES AUTRES CHOSES... AMUSANTES

Le mouvement contre la hausse des prix se développait et, en certains endroits, donnait lieu à des émeutes.

Il est curieux d'observer le rôle de Mussolini dans cette période. Lors des désordres de Gênes, Mussolini écrit dans le **Popolo d'Italia** : « C'est le poteau d'exécution qu'il faut pour ces requins ». A Dalmine, les fascistes ayant occupé les ateliers Gregorini, Mussolini, dans un discours contre les profiteurs de guerre, déclare : « Démocratie, économie, voilà notre devise ! Nous voulons une Assemblée constituante, et à la question : Monarchie ou république ? nous répondons : République ».

Mussolini suit le mouvement et tente même de le devancer. Après le discours de Turati, il écrit : « Rarement le Parlement italien a eu la fortune d'entendre un programme aussi sérieux et aussi bien ordonné que celui de Filippo Turati ». Il essaye encore alors de s'allier aux socialistes les plus... raisonnables. Après la scission de Livourne, il écrit : « En 1892, le parti socialiste italien s'est débarrassé, à Gênes, des anarchistes. Maintenant il se débarrasse des communistes ». Alors encore, il fait des révérences amusantes au parti.

Cependant, notre section se développait. L'hebdomadaire **Lotte nuove** publiait un supplément spécial pour notre chronique. Nos succès exaspéraient la bourgeoisie locale. Tous ses efforts tendaient maintenant à nous déloger de l'ancien club. Le bail expirait en septembre, et l'on pouvait alors nous mettre dehors légalement. Nous nous efforçâmes, mais vainement, de trouver un local. Quand ces maudits

socialistes n'auront plus où se réunir, ils seront bien obligés de se disperser, se disait-on ; et l'on mettait tout en œuvre pour nous empêcher de louer un local. La situation devenait sérieuse. Le commissaire de la Sûreté publique nous avait particulièrement en grippe et nous persécutait de son mieux.

Un jour, je lui envoyai un avis au sujet d'un meeting et d'un défilé que nous projetions. Le lendemain, un policier vint me trouver à ma boutique et me pria de le suivre au commissariat.

L'honorable commissaire, le **cavaliere** d'Avanzo, qui fut plus tard emprisonné pour dilapidation des deniers publics, n'était pas un aigle, mais il aimait la précision. Il me tendit un papier en me disant : « Lisez et signez ». Je m'assis et lus :

Commissariat
de la Sûreté publique
de Fossano

—

Objet :
Avis de défilé et de meeting public

A Monsieur ...., perruquier
Rue de Rome, 46
Fossano

—

Le commissaire de la Sûreté publique de Fossano prend note de l'avis de défilé et de meeting public qui lui est présenté par Monsieur... [ici mes nom et prénom], secrétaire de la Chambre du travail et de la section socialiste ; approuve l'itinéraire du défilé et l'horaire du meeting ; ordonne à un détachement de carabiniers royaux d'assurer le service d'ordre ; prévient Monsieur... [ici mes nom et prénom] que si, pendant le meeting, on chante l'**Hymne des travailleurs,** le refrain devra être celui qu'a écrit Filippo Turati, c'est-à-dire :

O vivremo del lavoro
O pignando si morra (3) !

et non

Noi vivremo del lavoro
Senza papa e senza rè (4) !

avertit Monsieur... [ici mes nom et prénom] que toute infraction à cet ordre entraînera la dissolution du meeting et du défilé et l'arrestation des chanteurs ainsi que du signataire de l'avis de meeting.

Le Commissaire de la S.P. :
D'Avanzo.

Je signai en souriant. Le commissaire, grand admirateur d'Annunzio et amateur du style fleuri, me demanda :

— Que signifie ce sourire sardonique qui perce à travers le système pileux dont s'orne votre visage ? N'oubliez pas que je suis le représentant de la loi...

— Je ne l'oublie nullement, monsieur le commissaire, je pense simplement à ce pauvre Turati...

Le commissaire comprit-il l'ironie ? En tout cas, il ne la releva pas. Je demandai copie de cet intéressant document, par lequel un commissaire de police se faisait le gardien des droits d'auteur du « socialiste » Turati. Le commissaire d'ailleurs avait raison : les ouvriers ne chantaient que rarement l'**Hymne des travailleurs,** auquel ils préféraient l'**Internationale,** et quand ils le chantaient, ils en changeaient toujours le refrain.

Je communiquai l' « avertissement » du commissaire aux camarades, et le pauvre d'Avanzo dut entendre toute une journée l'**Hymne des travailleurs** modifié selon la forme prescrite et, en outre, admirer sa prose dans les colonnes de notre presse. Il n'avait vraiment pas de chance !... Il n'en eut pas non plus avec ses dilapidations : il ne sut pas choisir le moment opportun : les fascistes n'étaient pas encore au pouvoir quand il commença à voler. Dans la prison de Turin où nous nous rencontrâmes par la suite, il se prétendait, lui aussi, victime d'une « erreur judiciaire ».

Tous ces misérables suppôts de la bourgeoisie, tous ces persécuteurs de la classe ouvrière volaient, et continuent encore à voler pour compléter leurs maigres appointements. Prêts à tout pour obtenir de l'avancement ou une gratification, insolents avec les faibles, rampant devant les forts, ils montrèrent, avec leur chef, le ministre de l'Intérieur, Nitti, toute leur bassesse dans la période qui suivit la guerre. Combien de fois je les vis, apeurés et obséquieux devant les commissions ouvrières, lorsque la vague prolétarienne menaçait d'emporter l'édifice capitaliste !

Un jour d'Avanzo me dit :

— Je suppose que le gouvernement socialiste, lui aussi, aura sa police ?

A suivre.

---

(1) Le titre est le même que celui de la fameuse utopie sociale publiée en 1623 par le moine italien Thomas Campanella.

(2) Le parti populaire italien **(Partito popolare italiano),** par abréviation **popolari,** fondé immédiatement après la guerre, engobait les organisations catholiques dénommées « démocrates-chrétiennes » et travaillait surtout parmi les paysans. Une partie de ses chefs (parmi lesquels L. Sturzzo) émigrèrent, d'autres furent déportés, et la droite, sous le nom de « Centre national », se rallia au fascisme.

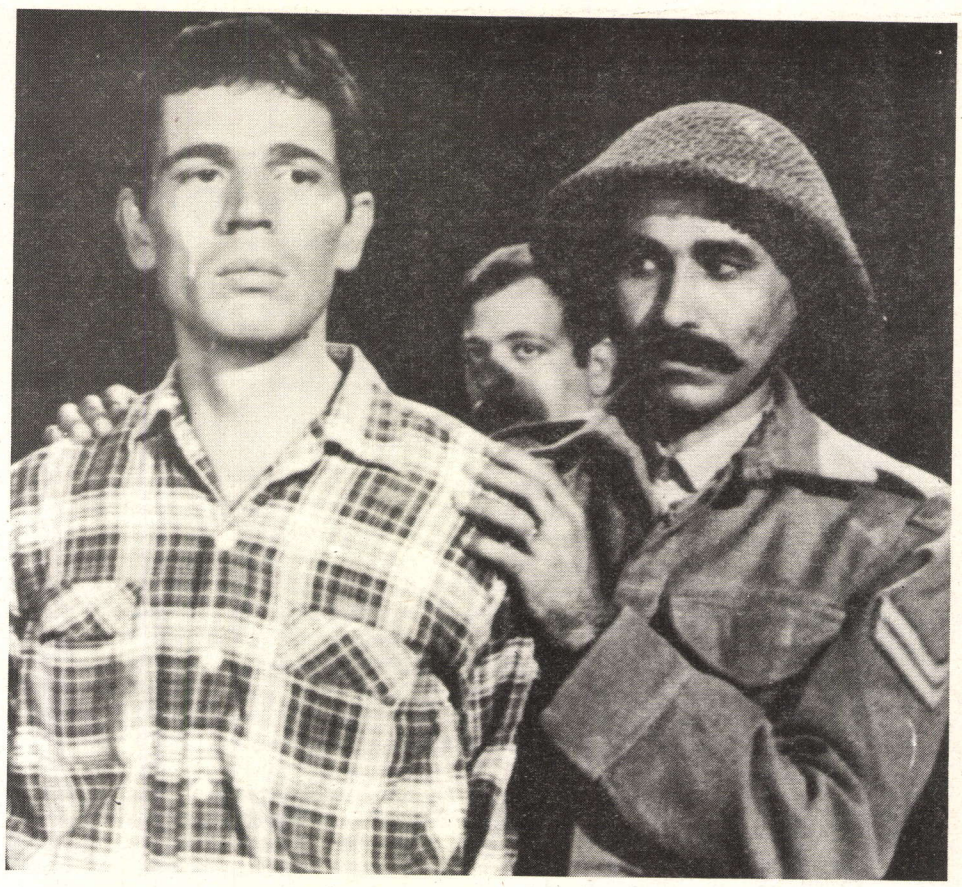
(3) Ou vivre en travaillant — Ou mourir en combattant !

(4) Nous vivrons en travaillant — Sans pape ni roi !

cinéma

LES DUPES,

de nouveau projeté à Paris



LES Dupes, film syrien de Tewfik Salah, est projeté de nouveau, à partir du 3 janvier, dans une salle parisienne (studio Cujas) pour quinze jours au moins. Ce film avait déjà été programmé dans une petite salle du Quartier Latin en mai dernier, mais avait été retiré de l'affiche au bout de deux semaines, avant même que la presse ait pu rendre compte de sa sortie et le faire connaître.

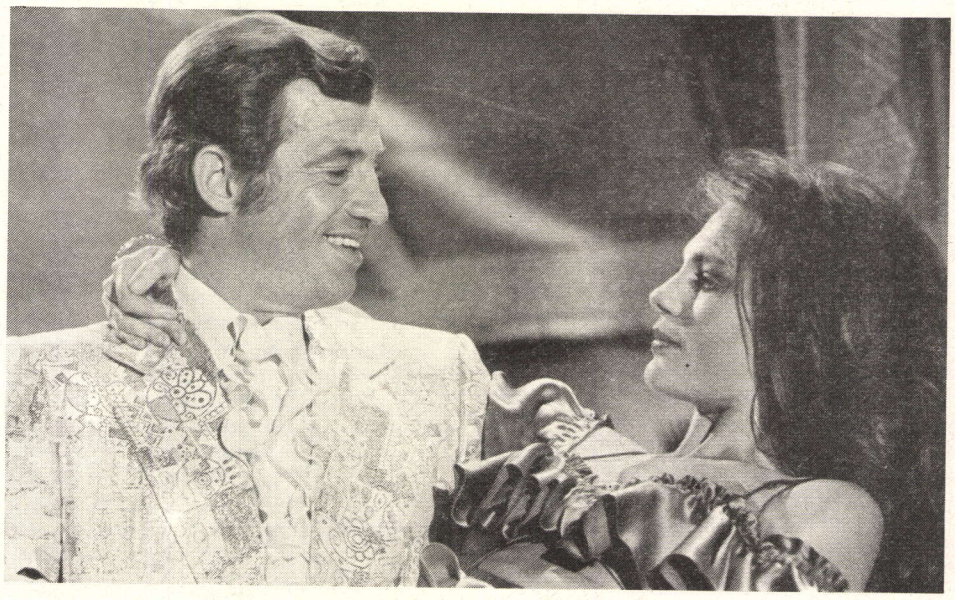
Il est heureux qu'une nouvelle programmation du film ait été prévue, bien qu'elle soit pour le moment encore très réduite. Car le film de Tewfik Salah, dont nous avons rendu compte dans notre numéro 249, est un poignant témoignage sur la détresse du peuple palestinien. Adapté du roman **Des hommes au soleil,** de l'écrivain palestinien Ghassan Kanafani (assassiné en 1972 par les services secrets israéliens), il conte l'histoire de trois Palestiniens qui, cherchant à échapper à leur condition misérable en allant travailler au Koweit, meurent dans le désert, victimes de l'imprudence d'un trafiquant qui leur fait passer clandestinement la frontière.

Les Dupes est un film plein d'émotion et de révolte. Il est à voir et à faire voir.

André FRYS.

LE MAGNIFIQUE

de Philippe de Broca



IL y avait déjà SAS, OSS 117, James Bond 007. Désormais, grâce au talent d'un obscur romancier d'espionnage qui pâlit chaque nuit devant sa machine à écrire afin de remplir son contrat avec l'éditeur, il y a Sinclar ! Héros du combat pour le « monde libre », il est, comme il se doit selon l'imagerie d'Epinal, armé d'un charme irrésistible bien sûr, de muscles à la détente ultra-rapide et d'une artillerie à toute épreuve. Le hic de ce Sinclar, sans rival dans ses aventures, c'est qu'il déclenche une vague de jalousie chez son créateur : ses succès auprès des femmes, son aisance à triompher de tous les obstacles et puis ses chemises vertes et ses cigarettes turques deviennent d'autant plus irritants que le malheureux romancier essuie échec sur échec, bref, n'arrive pas à la cheville de son héros. Mais il suffira d'une nouvelle nuit blanche devant sa machine à écrire pour que le bien réel écrivain prenne une revanche éclatante sur sa marionnette de roman...

Cette histoire, qui se présente comme une parodie souvent un peu grossière des films d'espionnage à la James Bond, n'a pas d'autre prétention que d'être un divertissement agréable. Elle y réussit grâce, en majeure partie, au talent de comédien de Jean-Paul Belmondo.

L.P.

... et si vous avez le temps

Dure journée pour la reine

de René Allio

Allio a voulu mettre en images la journée d'une femme de ménage, brusquement confrontée à un problème d'ordre familial et social. Il lui faut aider son beau-fils, qui vient juste de sortir de prison, à enlever sa petite amie et son fils.

Nous voyons donc Simone Signoret, en femme de ménage, faire sa double journée, servir ses patrons et sa famille, tout en cherchant les moyens de remplir la mission que lui a confiée son beau-fils. A la fois séduite par le côté sentimental et effrayée par le caractère illégal de l'aventure, elle se perd en rêveries inspirées par la lecture de la presse à scandales.

Malgré quelques descriptions de la vie de cette femme de ménage, avec tous ses tracas quotidiens, sa servitude ménagère, l'histoire se traîne et le film est en fait fort ennuyeux. On cherche en vain ce que le metteur en scène a voulu montrer.

A.R.

SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 8 janvier

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Casque d'or, un classique de Jacques Becker (1952). Evocation, à partir d'un fait divers réel, des rivalités entre les bandes de mauvais garçons des bas quartiers, pour les beaux yeux de Casque d'or, au début du siècle. Excellente interprétation de Serge Reggiani et de Simone Signoret.

Mercredi 9 janvier

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

Lucien Leuwen (quatrième épisode). D'après l'œuvre de Stendhal. Une description des milieux légitimiste et orléaniste sous la monarchie constitutionnelle, au travers des expériences tumultueuses d'un jeune bourgeois. Les trois premiers épisodes étaient de qualité.

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

DESTINS DU SIECLE : Le pétrole. L'historique de cette matière première risque de reprendre tous les poncifs sur la crise de l'énergie (manque de réserves naturelles, responsabilité des pays arabes, etc.) sans souligner évidemment le rôle des trusts dans la situation actuelle.

Samedi 12 janvier

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

Fracasse (première partie). D'après Théophile Gautier. Pour les amateurs de cape et d'épée.

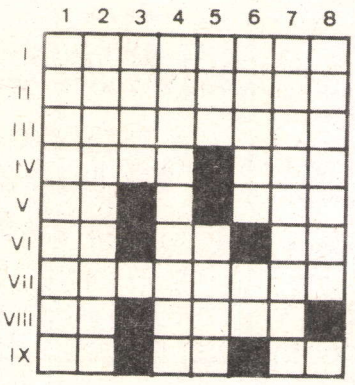
Dimanche 13 janvier

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

Une légende, une vie. Une émission sur le cinéaste Orson Welles, auteur de **Mister Arkadine, Citizen Kane...** Evocation d'un monstre sacré du cinéma américain.

DEUXIEME CHAINE (22 h 45) :

CINE-CLUB : Le rebelle, de King Vidor.



HORIZONTALEMENT. — I. Elle a souvent un accouchement qui déçoit. — II. Celles de Marcellin traînent partout. — III. Protègent le fort. — IV. Dans votre dos - Produisit du liquide. — V. Donne le ton - Rebelle au-dessus du chef. — VI. Voyelle doublée - C'est-à-dire - Interjection. — VII. Plaças dans le vague. — VIII. Ile - A abusé du rouge. — IX. Préposition de qualité - Permet de faire bien des choses - Possessif.

VERTICALEMENT. — 1. Cote qui nous va mal. — 2. Algériennes. — 3. Cet Ecossais-là est célèbre pour son monstre. — 4. Marchions pas droit. — 5. Fils d'un prophète - Le premier, trouble. — 6. Commentaire - Grecque. — 7. Plantes aquatiques. — 8. Tu tentes.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	C	A	S	S	A	N	D	R	E
II	A	L	A	D	I	N		I	
III	S	I		N	M		O	D	E
IV	C		R		A	S	S	I	S
V	A	R	E		N	I		C	
VI	D	E	G	A	T	S		U	T
VII	E		I	C	E		A	L	E
VIII	U	N	E		E	V	I	E	R
IX	R	U				A	N		

Les élections israéliennes :

DES GAINS DE LA DROITE PRÉPARÉS PAR LA GAUCHE

APRES les élections qui ont eu lieu le 31 décembre en Israël, les enchères vont bon train entre les différents partis pour la constitution du nouveau gouvernement. Le Maarakh, coalition de l'actuel gouvernement Golda Meïr-Moshé Dayan, sort légèrement affaibli des élections. Et c'est en particulier la coalition de la droite nationaliste, c'est-à-dire le Likoud, qui gagnerait une demi-douzaine de sièges.

Il n'en faut pas plus pour que Menahem Begin, leader du Likoud, triomphe et affirme que ces élections sont « une victoire pour tous ceux qui s'opposent à un démembrement de la terre d'Israël ». **Car la surenchère nationaliste de Menahem Begin consiste à défendre l'idée d'un retour aux frontières « historiques » de la terre d'Israël, c'est-à-dire l'annexion pure et simple de la Cisjordanie à l'actuel Etat d'Israël, tandis que le Maarakh laisse, dans la négociation actuelle, l'avenir de la Cisjordanie ouvert.**

Pourtant, le Maarakh, à l'analyse du scrutin, a presque perdu autant sur sa gauche que sur sa droite, puisque le Rakah (Parti Communiste dit pro-arabe) gagne un siège, et la liste des « droits du citoyen » de Shulamit Aloni, qui se prononce pour une paix sans annexions, a eu pour la première fois deux élus. Le fait général est donc plutôt l'érosion du parti gouvernemental que la poussée de la droite.

Cependant, c'est entre le Maarak et sa droite, le Likoud, que la partie se joue. Et, sur le plan politique, c'est la droite qui voit sa position renforcée. C'est à la démagogie nationaliste de Menahem Begin que Golda Meïr et Moshé Dayan se préoccupent de répondre, en reconnaissant que le parti gouvernemental a commis des « erreurs ». Car cette coalition gouvernementale dite « travailliste », comprenant les partis « socialistes » Mapam et Mapai, se place en fait sur le même terrain nationaliste et guerrier que la droite de Begin. Et sa première préoccupation est de démontrer à la bourgeoisie israélienne et à ses protecteurs US qu'elle est tout aussi capable de faire une politique de droite que la droite elle-même, qu'elle est tout aussi sioniste que les sionistes religieux et cléricaux de Menahem Begin !

En fait, ces élections changent peu de choses et il est probable que, avec quelques modifications, l'actuelle coalition gouvernementale continuera à diriger le pays. Mais ces élections auront été, encore une fois, l'occasion pour la majorité des partis israéliens de se livrer à une surenchère nationaliste. La plupart estime cette surenchère de bonne guerre, au moment où se déroulent les négociations de Genève, afin de démontrer aux négociateurs arabes qu'ils peuvent trouver pire que les actuels représentants israéliens. Mais cette surenchère ne profite en fin de compte qu'à la droite. En acceptant de se placer, depuis toujours, sur ce terrain, la « gauche » israélienne n'a fait que renforcer toujours plus le camp des cléricaux ultra-réactionnaires à la Menahem Begin et que placer le peuple israélien sous la coupe de l'état-major de l'armée, en renforçant la position personnelle de généraux comme Moshé Dayan ou Isthak Rabin, qui joueront peut-être demain les De Gaulle de Jérusalem !

Si le peuple israélien est aujourd'hui placé dans l'impasse nationaliste, si l'armée joue aujourd'hui un rôle de tout premier plan en Israël, si un Menahem Begin peut se pousser sur le devant de la scène, c'est d'abord le résultat de la politique de cette soi-disant « gauche ». Plus que jamais, pour la classe ouvrière israélienne, la seule issue est dans la rupture avec le sonisme pro-impérialiste de ses dirigeants et le rapprochement avec ses seuls véritables alliés : la classe ouvrière et les peuples arabes.

André FRYS.

Malgré les affiches en arabe, fort peu d'Arabes israéliens ont apporté leurs voix aux sionistes tant dans les élections municipales que législatives. (Ph. UPI)

Sud-Vietnam :

LA SURVIE DE L'ÉTAT-FANTOCHE

ON approche du premier anniversaire de la signature des accords de Paris (27 janvier 1973) qui étaient censés mettre fin à la guerre du Vietnam. Les USA se sont désengagés du conflit, mais la guerre se poursuit toujours entre le Vietcong et le régime de Thieu. Il y aurait eu plus de cinquante mille morts en un an et depuis trois mois on assiste à une recrudescence des combats. Et Thieu vient de déclarer, le 4 janvier, que pour lui « la guerre a recommencé » *et qu'il fallait chercher les Vietcongs* « là où ils sont ». *En fait, comme au cours des années de guerre, Thieu lance une opération pillage du riz pour enlever aux territoires contrôlés par le FNL la base de l'économie paysanne.*

Et c'est pourquoi on peut d'autant plus se demander comment depuis un an que s'est effectué le départ du corps expéditionnaire US d'un demi-million d'hommes, le régime de Saigon est parvenu à se maintenir et à combattre durement ses adversaires.

Certes, on peut penser que Vietcongs et Nord-Vietnamiens n'ont pas voulu engager une offensive générale qui aurait remis en cause les accords de Paris et peut-être provoqué un revirement des USA. Certes, la dictature de Thieu ne se maintient que grâce à une aide massive en armes, en munitions et en dollars de la part des Etats-Unis.

Mais cela n'explique pas tout. Comment se fait-il que des centaines de milliers de jeunes mobilisés dans l'armée de Thieu continuent de se battre ? Comment se fait-il que le régime de Saigon ne s'effondre pas de l'intérieur ? Il y a un an, avec le départ des troupes US, on pouvait penser que le glas du régime avait sonné, que l'armée de la dictature refuserait de combattre et serait minée par les désertions.

Or, en dépit du marasme économique et financier (onze dévaluations de la piastre depuis un an !), en dépit de la gabegie et de la corruption, des constants remaniements du personnel dirigeant, de la terreur et des emprisonnements, le régime de Thieu continue de durer.

Il faut bien qu'aux yeux d'un grand nombre de Vietnamiens le GRP ne soit pas aussi séduisant qu'on pouvait le croire puisqu'il ne provoque pas un ralliement enthousiaste et massif de la population.

Certes, la relative prospérité (qui va en diminuant) de grandes villes comme Saigon — due autrefois à la présence de l'armée américaine et aujourd'hui à l'aide US — n'est pas étrangère à cette situation. Aux yeux de certains, cela vaut peut-être mieux que l'austérité égalitaire qui risquerait de s'instaurer en cas de victoire du Vietcong.

Mais on peut aussi se demander si le Vietcong répond, autant que par le passé, aux aspirations du peuple et en particulier de la paysannerie. Le GRP n'est-il pas un appareil plus lié au Nord-Vietnam qu'aux paysans du Sud-Vietnam ?

La presse avait fait état, il y a quelques mois, de combats qui auraient opposé diverses fractions rivales des combattants vietcongs. Il s'agit peut-être de bobards inventés de toutes pièces. Il s'agit peut-être aussi de règlements de comptes entre les dirigeants issus directement des maquis et ceux des forces extérieures. L'Algérie, au moment de l'indépendance, avait connu aussi de telles rivalités.

Et il n'est pas impossible que le GRP, ayant éliminé les éléments les plus nationalistes, au sens sud-vietnamien du terme, ait perdu une partie de son prestige et de sa force d'attraction.

En tout cas, ce qui est certain, c'est que dans le camp d'en face, chez Thieu, la police élimine systématiquement tous les éléments de la fameuse « troisième force ». C'est-à-dire tous les dirigeants qui, sans être pro-vietcong, sont hostiles à Thieu et aux USA.

En l'absence de cette troisième force, constamment décapitée dans les villes par Thieu et, peut-être, en l'absence aussi des éléments les plus nationalistes éliminés de la lutte par les dirigeants du Vietcong, le régime de Thieu se survit. C'est une survie provisoire mais le régime de Thieu bénéficie d'un sursis qu'il ne méritait certes pas.

Demain, peut-être le pays basculera-t-il d'un seul coup du côté du Vietcong, mais, en attendant, Thieu continue de se maintenir au pouvoir, et avec lui la guerre, les emprisonnements, les tortures et les exécutions sans nombre.

André VICTOR.

Meeting Lutte Ouvrière

à MANTES-LA-JOLIE

« Face à la crise, que proposent les révolutionnaires ? »

Samedi 19 janvier à 15 h

Bourse du Travail
Place Henri-Dunant